



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BURKINA FASO**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BURKINA FASO 2013





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BURKINA FASO**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Comité de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BURKINA FASO 2013

## TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX ET ENCADRES.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
AVERTISSEMENT.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
1. Environnement international.....	8
2. Evolution économique dans l'UEMOA.....	9
3. Evolution économique au Burkina Faso.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1- Balance commerciale de biens.....	14
1.1.1- Exportations de biens.....	15
1.1.2- Importations de biens.....	17
1.2- Balance des services.....	18
1.2.1- Exportations de services.....	19
1.2.2- Importations de services.....	19
1.3- Compte du revenu primaire.....	19
1.4- Compte du revenu secondaire.....	20
II- COMPTE DE CAPITAL.....	21
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	21
2.2- Transferts de capital.....	22
III- COMPTE FINANCIER.....	22
3.1- Investissements directs étrangers.....	22
3.2- Investissements de portefeuille.....	23
3.3- Dérivés financiers.....	23
3.4- Autres investissements.....	23
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	24
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	24
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	24
4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts.....	25
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	25
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette.....	25
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette.....	26
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette.....	26
CONCLUSION.....	27
ANNEXES.....	28

### LISTE DES TABLEAUX ET ENCADRES

Tableau 1 : Evolution du ratio service de la dette publique extérieure sur les exportations.....	14
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....	14
Encadré : Dynamique du secteur minier au Burkina Faso.....	16
Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2009 à 2013.....	21
(en millions de FCFA).....	21
Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2009 à 2013.....	21
Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	24
Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID .....	25

### LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels.....	8
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2009 à 2013 .....	10
Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2009 à 2013.....	11
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2009 à 2013.....	12
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2009 à 2013.....	13
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2009 à 2013.....	13
Graphique 7 : Evolution de la balance commerciale de 2009 à 2013.....	15
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2009 à 2013.....	15
Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2009 à 2013.....	19
Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2009 à 2013.....	22

## SIGLES ET ABREVIATIONS

**AID** : Autres Institutions de Dépôts

**ASEAN-5** : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam)

**BCE** : Banque Centrale Européenne

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**BIDC** : Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

**BRVM** : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

**BTP** : Bâtiments et Travaux Publics

**CAF** : Coût Assurance Fret

**CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

**CFA** : Communauté Financière Africaine

**DGC** : Direction Générale du Commerce

**DGEP** : Direction Générale de l'Economie et de la Planification

**DTS** : Droits de Tirage Spéciaux

**FAGACE** : Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique

**FED** : Fonds Européen de Développement

**FMI** : Fonds Monétaire International

**FOB** : Free On Board

**IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

**INSD** : Institut National de la Statistique et de la Démographie

**ISBLM** : Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages

**ITIE** : Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

**MBP5** : Manuel de la Balance des Paiements, 5<sup>ème</sup> édition

**MBP6** : Manuel de la Balance des Paiements, 6<sup>ème</sup> édition

**MCA** : Millenium Challenge Account

**MOANAP** : Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PEG** : Position Extérieure Globale

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PNG** : Position Nette du Gouvernement

**PNSR** : Programme National du Secteur Rural

**SCADD** : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable

**SCN** : Système de Comptabilité Nationale

**UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**UMOA** : Union Monétaire Ouest Africaine

## AVANT-PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2013. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie retracent les relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier enregistre les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette : en effet, les débits réalisés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits effectués sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égale à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde du compte financier négatif traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Les comptes extérieurs de l'année 2013, comme ceux de 2011 et 2012, ont été élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édité en 2009, prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

=====

**AVERTISSEMENT**

**La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».**

*/-/-/-/-/-/-/*



## RESUME

L'année 2013 a été marquée par un léger ralentissement de la croissance mondiale, induit par la décélération de l'activité économique dans la plupart des pays émergents et le prolongement de la récession dans la zone euro. La croissance mondiale a ainsi fléchi de 0,1 point de pourcentage en 2013 pour s'établir à 3,3%. Le volume du commerce international de biens et services a crû néanmoins de 3,0% en 2013, après une hausse de 2,9% un an plus tôt. L'activité réelle a progressé de 1,4% dans les pays avancés, après une réalisation de 1,2% en 2012. Les pays émergents et ceux en développement, à l'origine du ralentissement mondial, ont enregistré un taux de croissance de 4,7% en 2013, correspondant à un repli de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2012.

Dans la zone UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 5,5% en 2013, après une croissance de 6,4% un an plus tôt. La croissance en 2013 est imputable aux bonnes récoltes des cultures de rente dans la plupart des Etats membres ainsi qu'au regain d'activité dans le secteur manufacturier et dans les Bâtiments et Travaux Publics. La baisse de la production vivrière, notamment dans les pays sahéliens, est à l'origine du ralentissement de la croissance régionale.

Au Burkina Faso, la progression du PIB de 6,6% en 2013, après un taux de 9,0% en 2012, est notamment attribuable à la décélération du secteur primaire, à la suite d'une campagne agricole 2013/2014 moins satisfaisante. En effet, la production céréalière s'est repliée de 0,6% en raison de la faiblesse de la pluviométrie. Le taux d'inflation s'est situé à 0,5% en moyenne annuelle en 2013, après une progression de 3,8% en 2012, au bénéfice notamment de la bonne campagne agricole 2012/2013.

Dans ce contexte, le solde de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 147.018 millions au titre de l'année 2013, après -3.371 millions un an plus tôt.

Le déficit du compte des opérations courantes s'est accentué de 581.704 millions entre 2012 et 2013 pour se situer à -664.564 millions. Cette forte détérioration du compte courant a été tirée par le creusement du déficit de toutes ses composantes. La balance commerciale, à la suite du repli des cours mondiaux de l'or, s'est dégradée de 489.154 millions. Les soldes déficitaires de la balance des services et du compte du revenu primaire se sont également aggravés de 51.837 millions et 54.194 millions respectivement. Sous l'effet de la baisse des appuis budgétaires reçus par l'Etat, le compte du revenu secondaire est ressorti excédentaire à 216.922 millions, en diminution de 15,0%. En part du PIB, la balance courante s'est fortement dégradée en 2013, avec un déficit de 11,1% (-13,1% hors dons officiels) contre -1,5% en 2012 (-4,5% hors dons officiels).

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 238.412 millions, en hausse de 100.633 millions par rapport à 2012, soit +73,0%. Cette augmentation reflète l'afflux important de dons projets au profit de l'Administration publique et, dans une moindre mesure, du secteur privé.

En ce qui concerne le compte financier, il a dégagé des entrées nettes de capitaux à hauteur de 282.935 millions, contre des sorties nettes de 61.698 millions en 2012, soit une amélioration de 344.634 millions, en ligne avec l'accroissement des investissements directs et des autres investissements reçus.

A la faveur de l'incidence des évolutions ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont contractés de 193.296 millions tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 46.278 millions. Il en résulte un déficit de 147.018 millions correspondant au solde global de la balance des paiements enregistré en 2013.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice de 1.927.970 millions, contre -1.522.492 millions au 31 décembre 2012, soit une contraction de 26,6% (-405.478 millions), sous l'effet du gonflement du stock de passifs financiers.

/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-

## INTRODUCTION

### 1. Environnement international

L'évolution de l'activité économique mondiale a été marquée en 2013 par les effets de la décélération de la croissance dans la plupart des pays émergents et le prolongement de la récession dans la zone euro. Ainsi, selon les données rappelées dans les dernières Perspectives Economiques Mondiales du FMI<sup>1</sup>, la croissance mondiale est restée modérée en 2013 avec un taux de 3,3%, contre 3,4% en 2012. Le volume du commerce mondial de biens et services a néanmoins crû de 3,0% en 2013, après une hausse de 2,9% un an plus tôt.

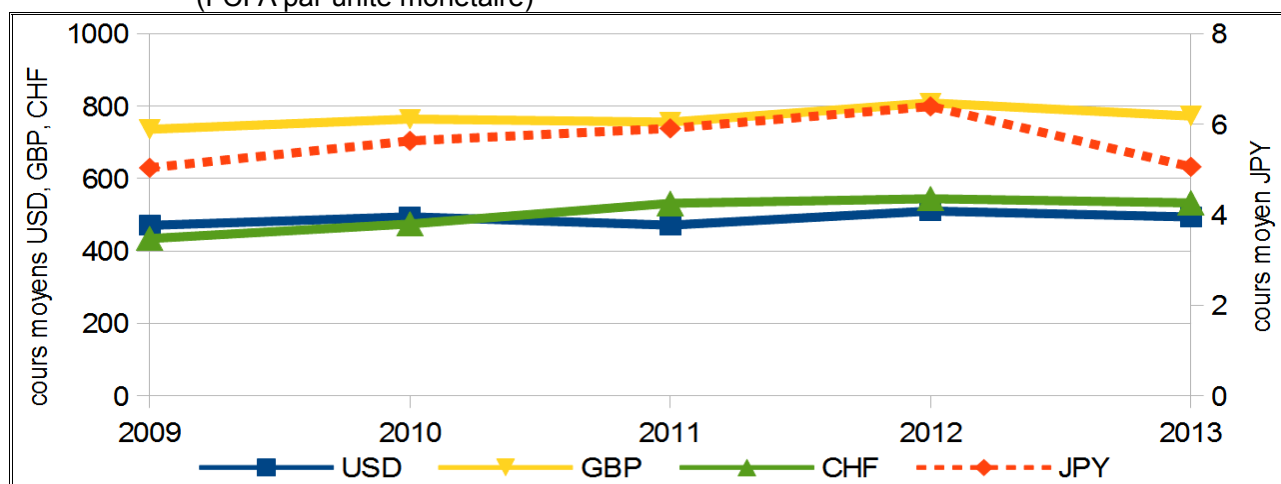
Dans les pays avancés, à la faveur notamment de la mise en œuvre de politiques monétaires très accommodantes, le taux de croissance est passé de 1,2% en 2012 à 1,4% en 2013, soit une accélération de 0,2 point de pourcentage, en dépit d'un repli de la croissance aux Etats-Unis de 0,1 point de pourcentage sur la même période. La récession dans la zone euro s'est quelque peu atténuée, la croissance étant ressortie à -0,4% contre -0,7% en 2012. L'économie japonaise a, quant à elle, réalisé un taux de croissance de 1,5% en 2013 comme en 2012.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique a enregistré également une décélération en affichant un taux de 4,7% en 2013 contre 5,1% un an plus tôt. Ce ralentissement a été tiré par les pays de l'ASEAN-5<sup>2</sup> (-1,0 point de pourcentage), de la région MOANAP<sup>3</sup> (-2,3 points de pourcentage) et le Mexique (-2,9 points de pourcentage). En revanche, l'activité économique en Chine est restée stable à 7,7% en 2013. Elle a augmenté de 5,0% en Inde, après 4,7% en 2012. Au Brésil, la hausse du PIB réel est ressortie à 2,5% contre 1,0% un an plus tôt. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, est ressorti à 5,1% après 4,4% un an plus tôt, nonobstant le repli des cours des principales matières premières exportées.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 1,4% en 2013, après 2,0% en 2012. Dans les pays émergents et ceux en développement, il s'est replié, passant de 6,1% en 2012 à 5,9% en 2013.

Le cours de l'euro s'est apprécié, en moyenne, de 3,2% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, de 20,9% et 4,5% par rapport respectivement au yen et à la livre sterling. Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport aux monnaies de ces pays industrialisés.

**Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels**  
(FCFA par unité monétaire)



Source : BCEAO

USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique ; GBP : Livre britannique ; CHF : Franc suisse ; JPY : Yen japonais

L'indice des prix mondiaux des matières premières (hors combustibles) est ressorti en repli de 1,2%,

<sup>1</sup> Octobre 2014

<sup>2</sup> Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam

<sup>3</sup> Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

après un recul de 10,0% en 2012. En outre, les prix de la plupart des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré en 2013 des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2012. En moyenne sur l'année 2013, les cours mondiaux de ces produits ont varié de -30,0% pour la noix de cajou, -22,7% pour le caoutchouc, -19,1% pour l'huile de palmiste, -14,0% pour l'huile de palme, -8,2% pour le café, +1,9% pour le cacao et de +5,3% pour le coton. S'agissant de l'or, considéré comme une valeur refuge, il a enregistré la première baisse annuelle du prix international depuis 2000. En effet, le cours du métal jaune a chuté de 15,5% en 2013, en liaison notamment avec la baisse de la demande des investisseurs, consécutive au redressement progressif de l'économie des pays avancés et aux premiers signes d'un resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis.

## **2. Evolution économique dans l'UEMOA**

Dans les pays de l'UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 5,5% en 2013 après 6,4% un an plus tôt et 0,7% en 2011. Cet accroissement des activités économiques est tiré par une bonne récolte des cultures de rente dans la plupart des Etats et par le regain d'activité dans le secteur manufacturier, ainsi que dans les Bâtiments et Travaux Publics. La baisse de la production vivrière, notamment dans les pays sahéliens, est à l'origine du ralentissement de la croissance régionale. Toutefois, la bonne tenue de l'activité dans l'UEMOA traduit la dynamique interne des économies des pays membres de la zone, caractérisée, au cours des dernières années, par l'exécution de nouveaux programmes stratégiques de développement conçus pour relever les défis d'une plus grande résilience aux chocs et maintenir durablement la croissance à un niveau élevé. Ces politiques économiques se traduisent notamment par l'exécution d'ambitieux programmes d'investissement en cours d'exécution pour résorber les contraintes en matière d'infrastructures.

La tendance à la baisse du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA s'est poursuivie en 2013. L'inflation est passée, en moyenne annuelle, de 3,9% en 2011 à 2,4% en 2012, puis à 1,5% en 2013.

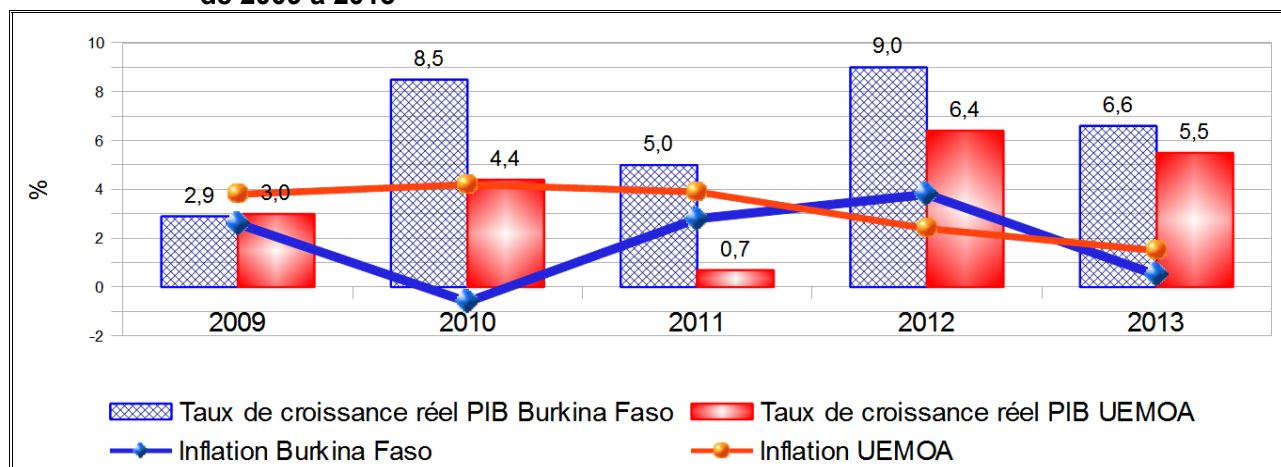
Au titre de l'année 2013, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières a bénéficié de la poursuite de la reprise des activités économiques en Côte d'Ivoire. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont affiché ainsi des progressions annuelles de 33,9% et 39,3% respectivement. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés est ressortie en hausse de 37,9% pour se situer à 6.706,2 milliards. La valeur des transactions s'est inscrite dans la même tendance haussière, en enregistrant une augmentation de 32,7%.

## **3. Evolution économique au Burkina Faso**

L'activité économique au Burkina Faso a été marquée en 2013 par une forte décélération de l'activité agricole. La mise en œuvre du Programme National du Secteur Rural s'est poursuivie avec la réalisation de certains chantiers, notamment l'aménagement de 2.033 hectares à Di dans la vallée du Sourou et l'amorce de l'opérationnalisation du volet "agrobusiness" du Pôle de croissance de Bagré, en février 2013, à travers l'Avis à Manifestation d'Intérêt pour l'allocation de terres aménagées. En outre, l'entrée en production d'une nouvelle mine industrielle d'or (BISSA GOLD, en février 2013) a coïncidé avec une forte baisse du cours du métal jaune au second semestre de l'année, tandis que la production de minerai de zinc a été lancée à Perkoa en janvier 2013.

Au total, le PIB a enregistré un taux de croissance réel de 6,6%, en recul de 2,4 points de pourcentage par rapport au taux de 9,0% enregistré en 2012. Ce taux est demeuré supérieur à celui enregistré en moyenne dans l'espace UEMOA en 2013. Ces performances sont imputables aux secteurs secondaire (+7,5%) et tertiaire (+7,9%), le secteur primaire s'étant consolidé seulement de 3,6% en liaison avec le repli de la production céréalière. Le PIB à prix courants est ressorti à 6.325.337 millions en 2013 contre 5.923.673 millions en 2012, soit une hausse de 6,8%.

**Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2009 à 2013**



Source : BCEAO

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré un repli de 0,6% après une hausse de 31,6%, ressortant à 4.869.723 tonnes en 2013, en raison d'une pluviométrie moins satisfaisante. La production du coton graine a, par contre, connu une hausse, en s'établissant à 650.347 tonnes en 2013 après 601.090 tonnes en 2012, correspondant à une progression de 8,2% d'une campagne à l'autre. L'augmentation des superficies emblavées et le renforcement de l'appui-conseil aux cotonculteurs ont favorisé la hausse de la production de cette spéculacion. En ce qui concerne l'élevage et la pêche, à la faveur notamment des actions menées au profit des éleveurs pour améliorer la situation alimentaire et sanitaire du bétail, une progression de 3,7% de la valeur ajoutée du sous-secteur a été enregistrée.

L'activité du secteur secondaire a enregistré une accélération de sa croissance, passant de 4,8% en 2012 à 7,5% en 2013. S'agissant du secteur tertiaire, l'activité a poursuivi sa dynamique de croissance avec une progression de la valeur ajoutée de 7,9% en 2013 après une hausse de 7,2% en 2012. Cette performance est due au sous-secteur marchand avec une progression 10,6%.

En ce qui concerne l'inflation, l'année 2013 a été caractérisée par une augmentation modérée du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'IHPC, est ressortie en hausse de 0,5% en 2013 contre une moyenne de 1,5% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une progression de 3,8% en 2012. Cette évolution du niveau général des prix est portée principalement par le renchérissement des postes des fonctions « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « transports » qui sont ressorties en hausse respectivement de 2,8% et 1,9% en 2013. Elle a été atténuée notamment par la baisse du niveau des indices des produits de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,4%), notamment les céréales, à la suite du renforcement des mesures prises par le Gouvernement pour protéger le pouvoir d'achat des consommateurs.

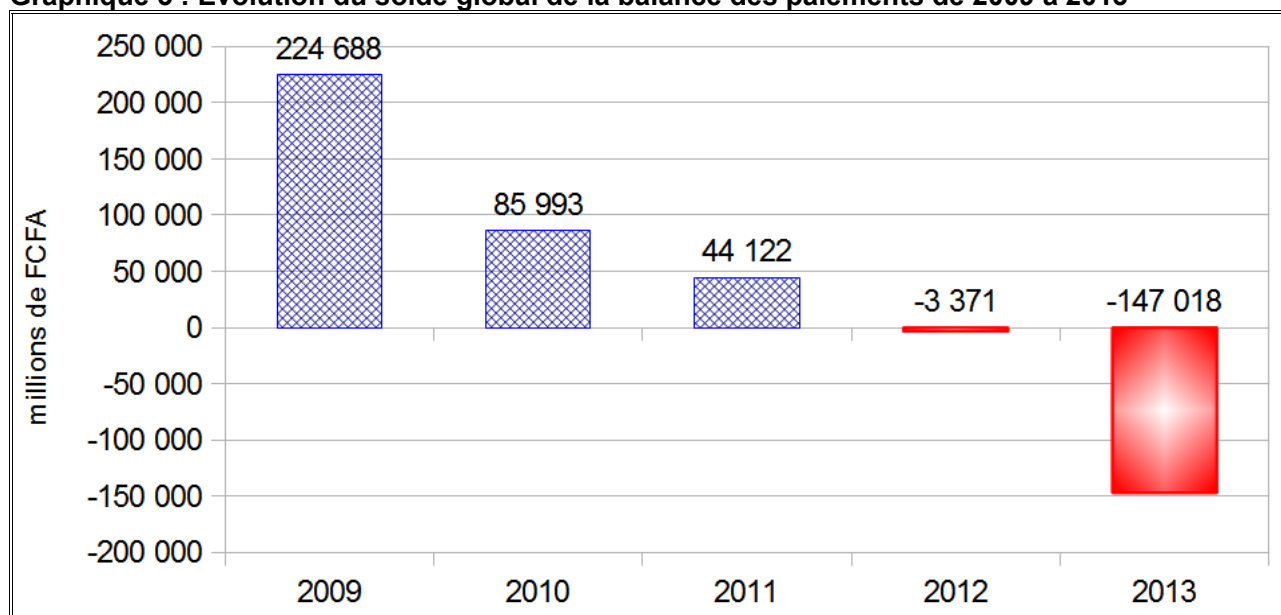
L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est caractérisée par des soldes déficitaires : le déficit base engagement s'est situé à 210.910 millions après 176.456 millions un an plus tôt et le déficit base caisse à 160.087 millions contre 156.829 millions en 2012. Le financement du déficit base caisse a été assuré en 2013 par les concours des partenaires extérieurs pour un montant de 34.446 millions et intérieurs pour un montant de 128.014 millions. Les recettes totales ont représenté 19,5% du PIB, tandis que le ratio du solde budgétaire de base sur le PIB nominal est ressorti à -3,3%. Le taux de pression fiscale s'est amélioré de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 15,7% en 2013.

La situation monétaire a été caractérisée par une progression de la masse monétaire de 10,7% en glissement annuel pour atteindre 1.924.484 millions à fin 2013, sous l'effet de l'accroissement des crédits intérieurs. Les avoirs extérieurs nets ont enregistré en revanche une contraction de 143.953 millions (-21,2%) sous l'impulsion de la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. L'évolution du crédit intérieur est imputable à la progression du crédit à l'économie qui a augmenté de 26,3% pour s'établir à 1.492.291 millions à fin 2013, ainsi qu'à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement qui a évolué de -48.275 millions de FCFA à +44.168 millions de FCFA entre fin

décembre 2012 et fin décembre 2013.

Résultant de l'évolution de la conjoncture internationale et nationale, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôt<sup>4</sup>, s'est établi à -147.018 millions de FCFA à fin 2013, sous l'effet de la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

**Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2009 à 2013**



Source : BCEAO

Le présent rapport est subdivisé en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

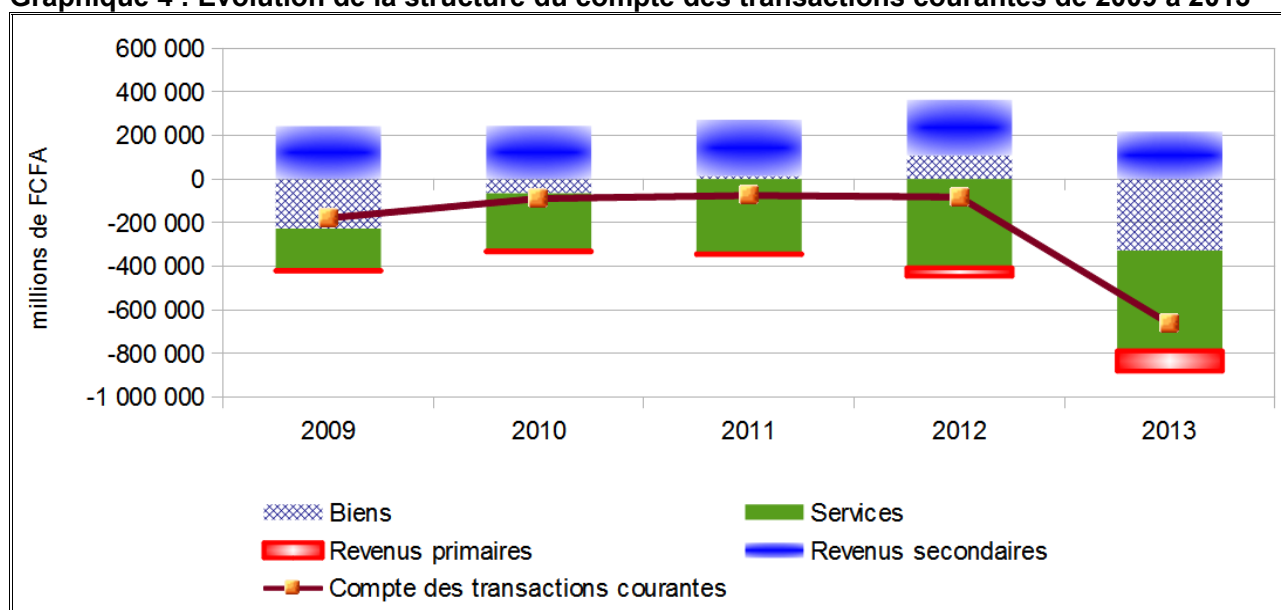
<sup>4</sup> Après la prise en compte des effets de réévaluation au cours de la période, découlant des variations des taux de change et des autres variations.

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes regroupe la balance des biens, des services, des revenus primaires ainsi que des revenus secondaires. En 2013, le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 664.564 millions contre -82.860 millions une année plus tôt, soit une détérioration de 581.704 millions. L'évolution du solde courant découle, d'une part, de l'accroissement du déficit des balances des biens et des services et du compte des revenus primaires et, d'autre part, de la diminution des excédents des revenus secondaires.

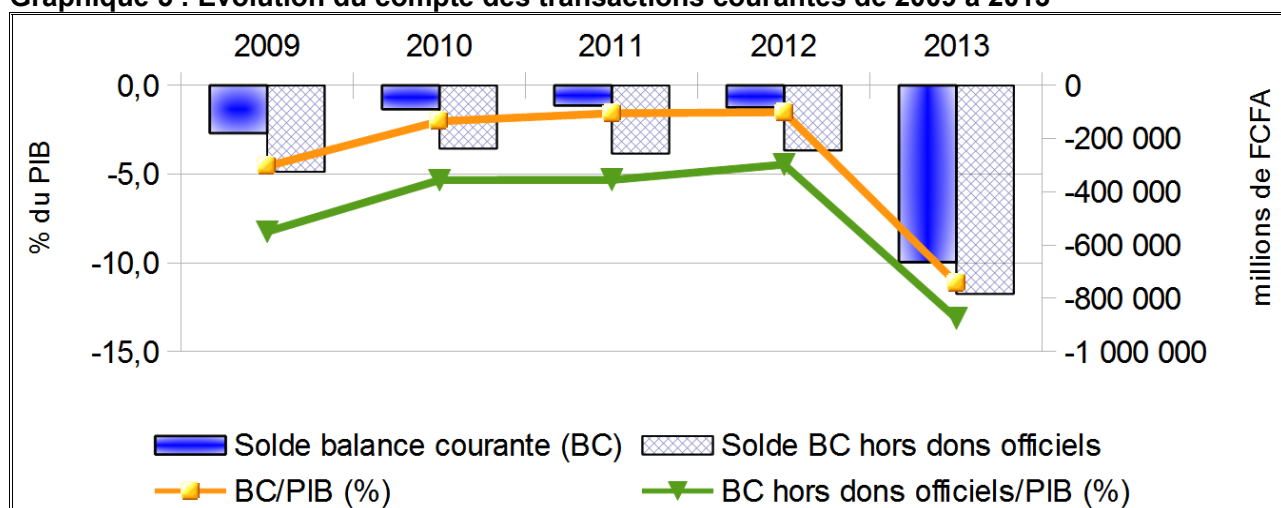
L'orientation excédentaire de la balance des revenus secondaires traduit l'importance des envois de fonds des migrants et des appuis budgétaires reçus par le Burkina Faso. En recul depuis 2012, l'excédent a atteint cependant en 2013 son plus faible niveau des cinq dernières années. Le solde de la balance des biens est ressorti déficitaire en 2013, après avoir enregistré un excédent commercial historique en 2011 et 2012 essentiellement sous l'effet de la bonne tenue des exportations d'or non monétaire. Les déficits des revenus primaires se creusent sensiblement au terme des deux dernières années, en relation avec les rémunérations de plus en plus importantes des investissements.

**Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2009 à 2013**



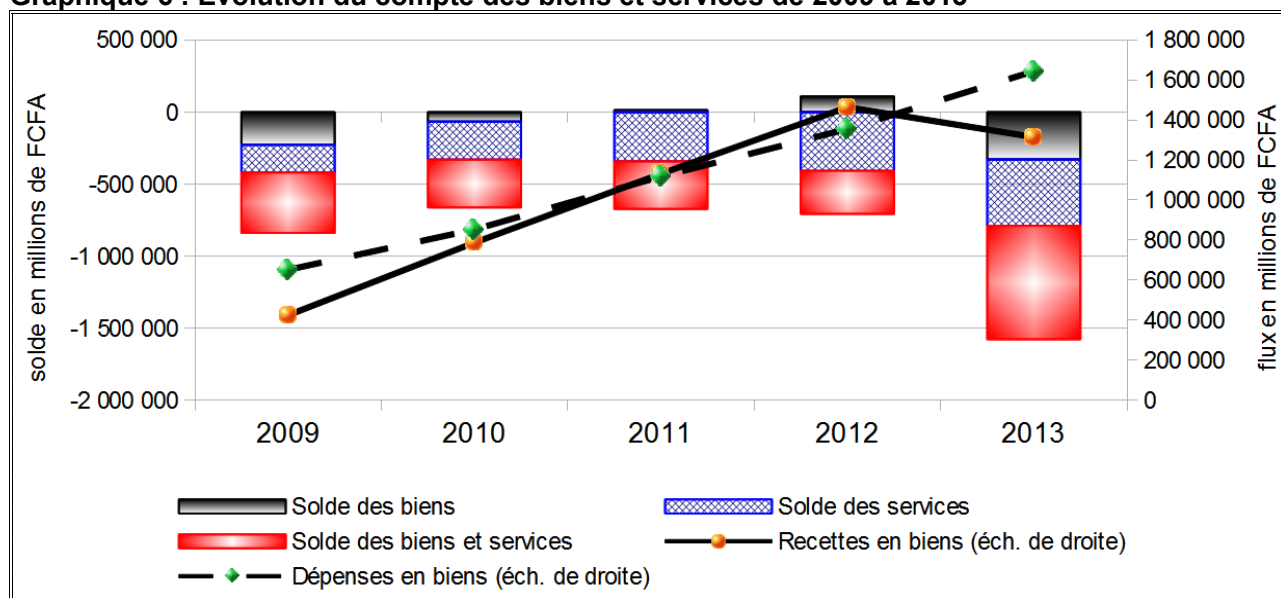
Source : BCEAO

Rapportée au PIB, la balance courante a enregistré en 2013 une forte détérioration avec un déficit de 10,5% après -1,5% en 2012. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -12,4% du PIB en 2013 après -4,5% une année auparavant. Sur la période 2009-2013, cet indicateur de la viabilité du déficit courant s'est établi à -7,1% en moyenne.

**Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2009 à 2013**

Source : BCEAO

La réduction du déficit des échanges de biens et services, entamée depuis 2009, s'est estompée en 2013, en raison notamment du fléchissement des exportations d'or non monétaire. La baisse des exportations du métal jaune est portée par la diminution de son cours international, la production ayant progressé en 2013.

**Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2009 à 2013**

Source : BCEAO

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette extérieure aux exportations de biens et services, s'est établi à 2,5% en 2013, en progression pour la première fois sur la période quinquennale. Cette évolution résulte de la baisse des exportations des biens et services (-8,8%), les paiements au titre du service de la dette extérieure ayant parallèlement augmenté de 11,9%.

**Tableau 1 : Evolution du ratio service de la dette publique extérieure sur les exportations**  
(en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Exportations de biens et services</b>	497 221	935 625	1 328 100	1 679 153	1 530 648
<b>Service dette extérieure</b>	23 076	24 941	32 681	34 730	38 846
<b>Service dette extérieure/Exportations (%)</b>	4,6	2,7	2,5	2,1	2,5

Source : BCEAO, INSD, DGTCP

### 1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire, et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les « entrées en entrepôts » et en déduisant les « mises à la consommation en suite d'entrepôts ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeurs et de champ ont été opérés pour tenir compte de l'essentiel des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

**Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens**  
(en millions de FCFA)

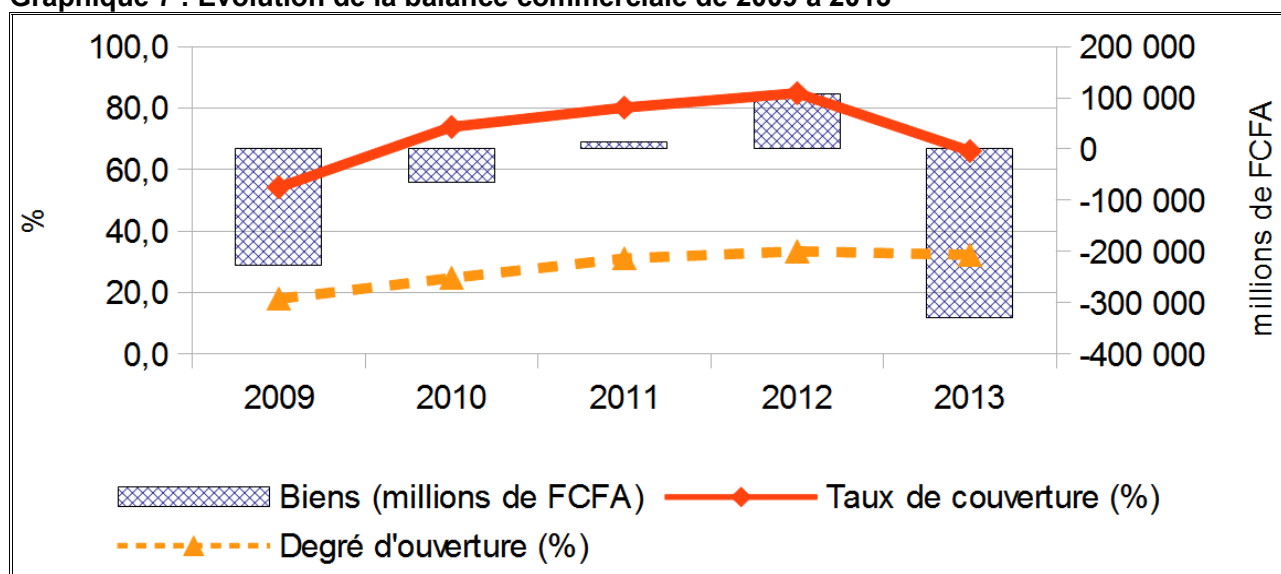
Nature des opérations	2012		2013	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
<b>Statistiques douanières FOB / CAF</b>	<b>1 152 742</b>	<b>1 823 994</b>	<b>1 225 671</b>	<b>2 156 397</b>
Ajustements autres biens (or non monétaire)*	356 414		91 702	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA	12 808	4 512	4 060	6 473
Ajustements de valeurs	-57 638	-199 063	-6 108	-173 686
Fret et assurances		-273 599		-345 023
Fret		-232 559		-293 270
Assurances		-41 040		-51 754
<b>Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 355 844</b>	<b>1 315 325</b>	<b>1 644 161</b>

(\*) l'ajustement de l'or non monétaire correspond à la valorisation de la quantité d'or exporté par l'écart de prix entre le cours mondial et le prix moyen calculé à partir des données douanières.

Source : BCEAO, INSD

Au titre de l'année 2013, la balance commerciale a affiché un solde déficitaire de 328.836 millions, après des excédents de 108.482 millions et 14.173 millions respectivement en 2012 et 2011. La détérioration du solde de la balance des biens est due aux effets conjugués du repli des exportations et de l'augmentation des importations. Les importations ont été couvertes à hauteur de 80,0% par les exportations en 2013, après un taux de 108,0% un an auparavant. En outre, le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations, et le double du PIB, s'est situé à 30,9%, en repli de 2,5 points de pourcentage par rapport à 2012.



**Graphique 7 : Evolution de la balance commerciale de 2009 à 2013**

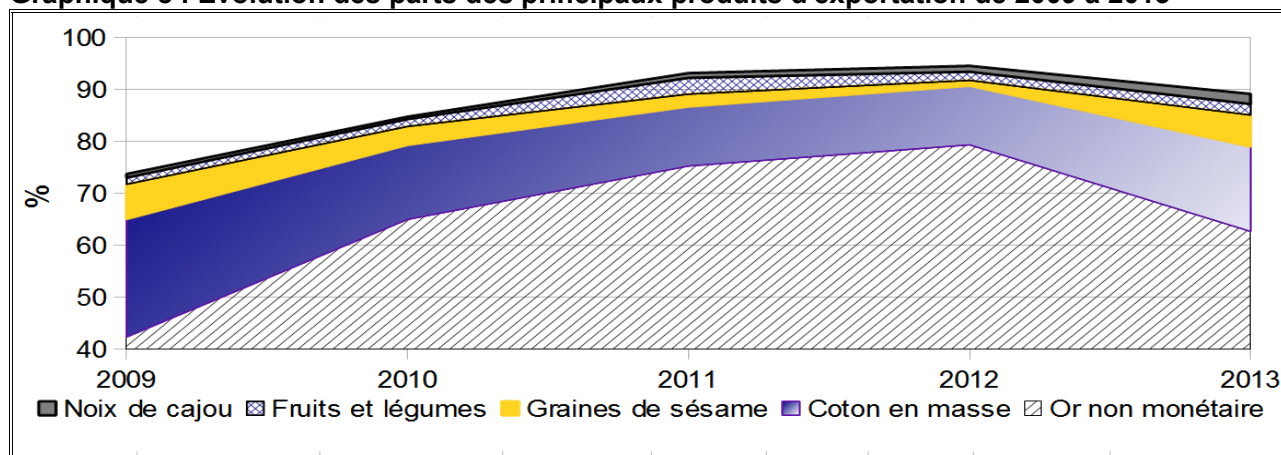
Source : BCEAO

**1.1.1- Exportations de biens****1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens**

Sur la base des données douanières traitées par l'INSD<sup>5</sup> et ajustées pour les besoins de la balance des paiements<sup>6</sup>, les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.315.325 millions, en baisse de 10,2% comparativement à l'année 2012. Les exportations de marchandises générales se sont accrues de 62,9% pour s'établir à 487.531 millions, tandis que celles d'or non monétaire ont fléchi de 29,1% pour ressortir à 824.476 millions. Les réexportations, composées à 68,9% de produits pétroliers, ont été valorisées à 57.039 millions, soit une progression de 58,5% en variation annuelle. Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations relativement au PIB, est ressorti à 20,8%, après une réalisation de 24,7% en 2012.

**1.1.1.2- Composition des exportations de biens**

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2013 sont : l'or non monétaire avec un poids de 62,7% dans le total de la valeur des exportations, suivi du coton en masse (16,4%), des graines de sésame (6,1%), des fruits et légumes (2,1%) et des noix de cajou (2,0%).

**Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2009 à 2013**

Source : BCEAO

5 Traitement avec le logiciel EUROTRACE en ne prenant en compte que les opérations dont le régime douanier entre dans la définition du commerce extérieur.

6 Prise en compte du commerce non contrôlé et des autres ajustements de valeur.

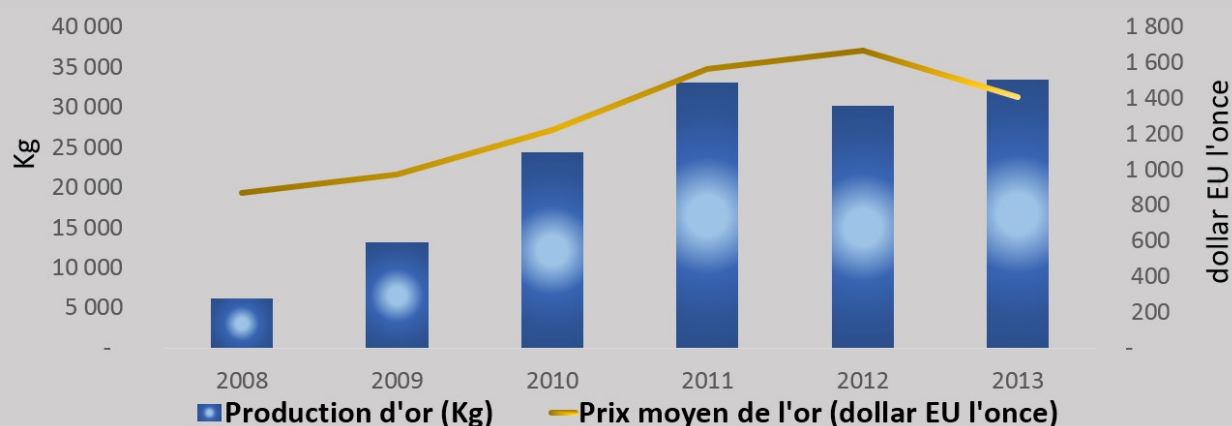
## Encadré : Dynamique du secteur minier au Burkina Faso

Le sous-sol du Burkina Faso regorge de ressources minières diversifiées. Les principales productions industrielles concernent actuellement l'or et le zinc. Avec l'entrée en production de la mine de la société Bissa Gold SA en février 2013, le secteur aurifère compte sept (7) unités industrielles exploitées par : la SOMITA, Burkina Mining Company, SEMAFO, Kalsaka Mining, Société des Mines de Belahourou (SMB), Essakane SA et Bissa Gold SA. La production artisanale représente en moyenne 3% de la production totale d'or. L'exploitation industrielle du zinc a effectivement démarré en janvier 2013 avec l'entrée en production de la mine de Perkoa.

Sur la période 2009-2013, la production d'or a enregistré une progression moyenne de 49%, parallèlement à l'augmentation de son cours international. Ainsi, la production d'or a plus que quintuplé en cinq (5) ans, passant de 5,8 tonnes en 2009 à 33,5 tonnes en 2013. Sur la même période, le cours du métal jaune a progressé de 45% pour atteindre 1.411 dollars EU l'once en moyenne en 2013, après un niveau record de 1.669 dollars EU l'once en 2012. Sous l'effet de la baisse du cours mondial, la valeur des exportations d'or a représenté 62,7% des exportations totales en 2013, après un niveau historique de 79,4% en 2012.

S'agissant du minerai de zinc, les exportations en 2013 se sont situées à 60.085 tonnes, correspondant à une valorisation de 12.533 millions.

**Graphique : Evolution de la production et du cours moyen mondial de l'or de 2008 à 2013**



Source : DGEP, BCEAO

Premier secteur exportateur depuis 2009, l'industrie extractive contribue à l'accroissement des recettes budgétaires et apporte un soutien au développement économique et social dans les localités d'accueil des activités minières. Sur le plan de l'emploi, l'industrie des mines a généré 5.184 emplois permanents, dont 3.888 exercés par des nationaux correspondant à 75,0% du total des emplois permanents. Les estimations faites<sup>7</sup> sur l'emploi au niveau de l'orpaillage indiquent un effectif d'environ 200.000 personnes.

Le Burkina Faso a le statut de « pays conforme » de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) depuis le 27 février 2013. Selon le rapport 2011 de l'ITIE-Burkina Faso publié en décembre 2013, la contribution des recettes extractives aux recettes de l'Etat est passée de 2,6% du total en 2010 à 10,2% en 2011.

<sup>7</sup> Estimations faites par le Ministère des Mines et de l'Energie à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> édition des journées de promotion minière, décembre 2012

La baisse des exportations de biens est principalement imputable à l'or non monétaire. La valeur totale des exportations du métal jaune en 2013, premier produit vendu à l'étranger depuis 2009, en se fixant à 824.476 millions, a reculé de 29,1% par rapport à 2012, en liaison avec la diminution des cours mondiaux. L'effet du repli des cours internationaux de l'or a toutefois été compensé par l'accroissement des quantités exportées, qui ont progressé de 12,8% pour atteindre 33.500 kg en 2013.

S'agissant du coton en masse, les exportations ont affiché une valeur de 215.286 millions en 2013, soit une hausse de 28,8% sur un an. Les sociétés cotonnières ont exporté au total 247.434 tonnes de coton fibre en 2013<sup>8</sup>, après 168.556 tonnes un an auparavant, à la faveur de la hausse de 44,1% de la production de coton graine au cours de la campagne 2012/2013, dans un contexte de maintien du prix d'achat plancher annoncé au producteur à 245 FCFA/kg, comme lors de la campagne précédente. Le prix moyen à l'export a en revanche baissé de 12,3%, passant de 991.680 FCFA la tonne de coton fibre en 2012 à 870.074 FCFA la tonne en 2013, en relation avec le repli du cours du dollar US par rapport au FCFA.

Les exportations de zinc<sup>9</sup>, dont la production a été lancée en janvier 2013, se sont situées à 12.533 millions pour une quantité totale de 60.085 tonnes.

### **1.1.1.3- Orientation géographique des exportations**

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe sont demeurés les principaux destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2013, avec une part de marché de 56,7%. La part importante des exportations vers l'Europe est portée par les ventes d'or, notamment à la Suisse qui bénéficie de l'essentiel des exportations du métal jaune (89,7% en 2013, après 85,1% en 2012). En 2013, l'Asie est devenue le deuxième continent de destination des exportations du Burkina Faso, en lieu et place de l'Afrique. En effet, l'Asie a reçu 73,5% des exportations de coton fibre en 2013 après un taux de 41,3% une année auparavant. De plus, les exportations des « autres graines et fruits oléagineux » en direction du continent asiatique, notamment le sésame, ont plus que doublé entre 2012 et 2013, passant de 31.816 millions à 67.187 millions entre les deux (2) années. Par la même occasion, la part de ce continent dans les exportations de ce produit a crû de 8,4 points de pourcentage pour s'établir à 65,7%. En comparaison à 2012, les exportations en direction de l'Europe se sont repliées de 7,3% en 2013, au profit de celles à destination de l'Asie (+119,1%) et de l'Afrique (+4,8%), la part de l'Amérique ayant reculé (-72,6%).

En ce qui concerne les exportations intra-UEMOA, elles ont représenté 7,4% des exportations du Burkina Faso. Le Mali et la Côte d'Ivoire ont été les premiers pays de destination au sein de l'Union, avec respectivement 3,6% et 1,6% du total des exportations. En 2013, les réexportations de produits pétroliers (85,7%) ont constitué l'essentiel des importations du Mali en provenance du Burkina Faso. S'agissant de la Côte d'Ivoire, les produits exportés ou réexportés sont essentiellement les véhicules automobiles (Motocycles) et les machines de BTP avec des parts respectives de 26,2% et 16,3% en valeur.

## **1.1.2- Importations de biens**

### **1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens**

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur<sup>10</sup>, se sont situées à 2.156.397 millions, contre 1.823.994 millions un an plus tôt, soit un accroissement de 18,2%. Les données ajustées pour les besoins de la balance des paiements font ressortir des importations totales FOB de 1.644.161 millions, en hausse de 21,3% par rapport aux réalisations de 2012. Les importations de biens ont représenté 27,6% du PIB en 2013, en accroissement de 2,9 points de pourcentage par rapport à 2012.

<sup>8</sup> La production totale de coton fibre est ressortie à 252.433 tonnes au titre de la campagne 2012/2013. Une quantité de 4.999 tonnes a été cédée à la FILSAH par la SOFITEX.

<sup>9</sup> Zinc non allié, sous forme brute, contenant en poids moins de 99,99% de zinc.

<sup>10</sup> Produites par l'INSD

### 1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations (en valeur) n'a pas connu d'évolution significative durant les cinq (05) dernières années, avec une prédominance de cinq (05) groupes de produits que sont : les « Biens d'équipement » (26,5%), les « Produits pétroliers » (26,1%), les « Matières premières » (13,7%), les « Produits alimentaires » (10,8%) et les « Produits chimiques » (9,7%).

Les importations de produits pétroliers ont augmenté de 17,4%, après une progression de 47,2% en 2012, en phase avec l'accroissement de la production des sociétés minières, grandes consommatrices d'hydrocarbures. La hausse de 3,7% du cours du baril de pétrole brut a contribué modérément à la progression de la facture pétrolière. L'accroissement des importations de biens d'équipement et des produits chimiques s'inscrit également dans le cadre du dynamisme du secteur minier. Par ailleurs, les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2012/2013, qui a enregistré une hausse de 33,6% de la production céréalière, ont permis d'atténuer l'effet de la hausse notable de la valeur des produits alimentaires (+15,6% en 2013, après 26,6% en 2012). Ainsi, le riz, principal produit alimentaire importé, a vu la hausse de ses quantités importées passer de 24,0% en 2012 à 10,0% en 2013.

### 1.1.2.3- Orientation géographique des importations

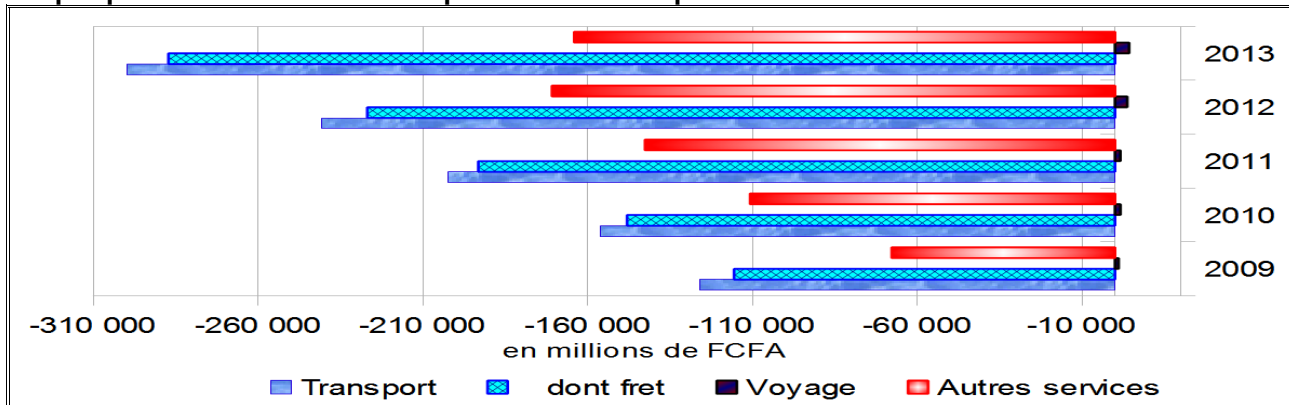
La répartition par origine des importations du Burkina Faso demeure quasiment identique sur les cinq (05) dernières années. Au titre de l'année 2013, les trois principales zones d'approvisionnement du Burkina Faso ont été les pays d'Europe avec 35,7% de part du marché, suivis de ceux d'Afrique avec 33,9% et d'Asie avec 20,3%. Les importations en provenance d'Europe concernent notamment les produits pharmaceutiques et alimentaires, celles d'origine asiatique portent essentiellement sur les biens d'équipement et alimentaires.

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 26,0% du total. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni 58,9% des importations originaires de l'Union, suivie du Mali avec une part de 15,5%. En 2013, le Burkina Faso a importé de la Côte d'Ivoire principalement des produits pétroliers (38,9%), de l'électricité (9,7%) et des produits à base de tabac (9,1%). Les importations en provenance du Mali portent essentiellement sur les engrais minéraux (78,0%). Une part de 4,3% du total des importations provient des autres pays de la CEDEAO.

## 1.2- Balance des services

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Le solde de la balance des services, structurellement déficitaire, s'est dégradé de 12,7% en passant de -407.564 millions en 2012 à -459.401 millions en 2013, sous l'impulsion du solde des transports, notamment la rubrique « fret », et des services financiers.

En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes pour le transport similaire au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire en 2013 de 287.142 millions, après un solde de -226.795 millions réalisé un an auparavant. L'accentuation de ce déficit en 2013 découle de la hausse du volume des marchandises importées par rapport à l'année 2012 (+12,7%) et de la remontée du prix du baril de pétrole brut (+3,7%), renchérissant ainsi le transport. Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours à l'étranger, à titre personnel ou professionnel, ils ont dégagé un excédent modeste de 4.326 millions, en amélioration de 15,9% par rapport à 2012. Il s'agit de la principale contribution positive au solde des services.

**Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2009 à 2013**

Source : BCEAO

### 1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2013, les exportations de services se sont situées à 245.322 millions, en hausse de 14,2% sur un an. En effet, les exportations des services de transports ont enregistré une croissance de 6,0%, ressortant à 30.065 millions. Les recettes de tourisme réglées par les autres résidents de l'UEMOA se sont situées à 50.899 millions, soit une progression de 26,8%. Les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, ont reculé de 2,6% pour s'établir à 139.672 millions. L'accroissement des activités des entreprises de BTP de droit burkinabè dans la sous-région a permis d'atténuer la baisse des revenus au titre de ces autres services.

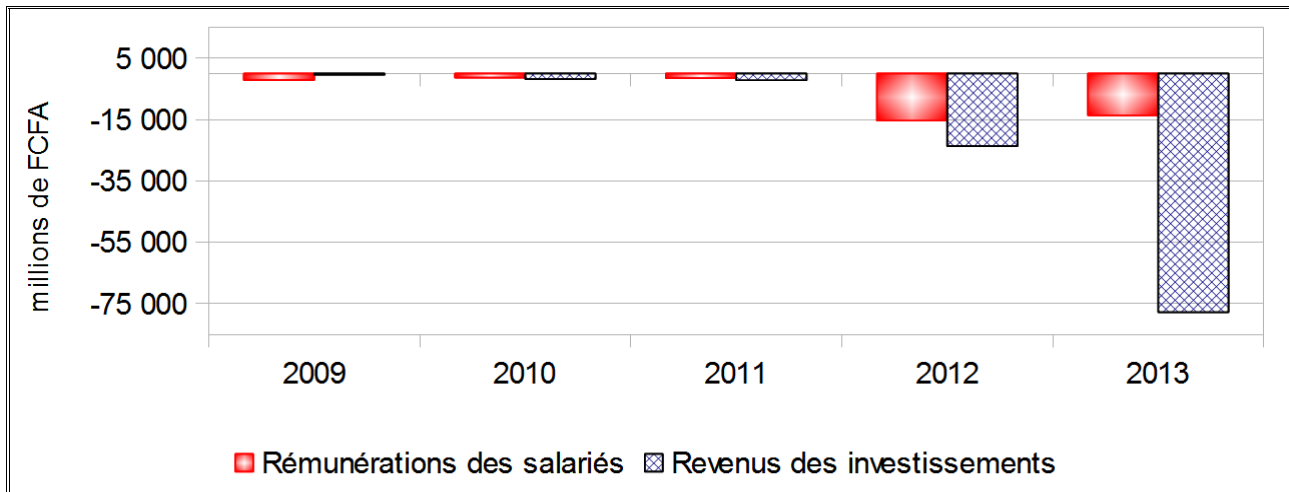
### 1.2.2- Importations de services

En passant de 622.391 millions en 2012 à 704.723 millions en 2013, les importations de services ont enregistré une augmentation de 13,2%, en liaison notamment avec la hausse des importations des services de transport (+22,7%) qui ont atteint 329.766 millions. Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents a crû de 26,1%, amplifiant la progression des importations de biens. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont augmenté de 5,0% en 2013. Les dépenses de tourisme effectuées dans les pays membres de l'Union en particulier ont affiché une progression de 23,2% sur une année.

### 1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est détérioré de 54.194 millions en 2013, en s'établissant à -93.250 millions. Cette dégradation est expliquée par la progression des paiements nets aux non-résidents de revenus au titre des investissements (+54.065 millions), la rémunération des salariés ayant enregistré un léger repli (-1.726 millions).

**Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2009 à 2013**

Source : BCEAO

L'atténuation du déficit des revenus du travail provient de la baisse des flux débiteurs (-1.567 millions) en relation avec la régression des rémunérations versées aux travailleurs non-résidents, en phase avec le ralentissement de l'activité dans le secteur minier en 2013.

Les revenus du capital se sont accrus sous l'effet d'une hausse des flux débiteurs (+59.144 millions) plus intense que celle des flux entrants (+5.079 millions). Cette évolution reflète essentiellement l'accroissement du solde déficitaire des revenus des investissements directs (+48.853 millions). La charge des intérêts versés au titre du service de la dette publique extérieure s'est établie à 12.820 millions, en quasi-stagnation par rapport à l'année 2012 (-1,3%), dont 2.510 millions pour la dette bilatérale et 10.310 millions pour la dette multilatérale. Les paiements d'intérêt de la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Mondiale (3.331 millions), de la Banque Africaine de Développement (3.219 millions), de la Banque Européenne d'Investissement (855 millions) et de la Banque Islamique de Développement (809 millions). Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêt au titre de la dette bilatérale sont la République de Chine - Taïwan (1.111 millions) et le Koweït (749 millions).

#### 1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèce influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 216.922 millions en 2013 contre 255.278 millions en 2012, le solde du compte de revenu secondaire a enregistré une baisse de 15,0%, imputable à l'évolution des transferts de l'Administration publique, ceux du secteur privé ayant enregistré une augmentation.

Les transferts courants nets de l'Administration publique se sont repliés de 28,6% pour se situer à 128.174 millions en 2013. Cette évolution est portée par la baisse de 28,2% (après un recul de 8,1% en 2012) de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale, en liaison avec la mollesse de la croissance économique en Europe. L'aide budgétaire reçue provient de partenaires multilatéraux tels que l'Union Européenne (42,0% du total) et la Banque Mondiale (28,6%), ainsi que de partenaires bilatéraux comme les Pays-Bas (9,9%), le Danemark (9,2%) et la France (3,6%). Par ailleurs, les paiements effectués au titre de la contribution aux organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre, se sont faiblement accrus, passant de 14.200 millions en 2012 à 14.700 millions un an après.

**Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2009 à 2013**  
(en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	180 312	179 745	191 183	179 531	128 174
- dont aide budgétaire reçue	146 504	147 812	180 570	165 892	119 100
Autres secteurs	62 508	64 253	65 853	75 747	88 749
- dont envois de fonds des travailleurs reçus	39 666	52 369	96 420	99 294	144 282
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>242 820</b>	<b>243 998</b>	<b>257 036</b>	<b>255 278</b>	<b>216 922</b>

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 17,2% pour ressortir à 88.749 millions en 2013 contre 75.747 millions une année plus tôt. Cette évolution découle de l'accroissement des envois de fonds des travailleurs reçus (+45,3%). L'augmentation des flux entrants des envois de fonds des travailleurs migrants est due principalement à la reprise de la croissance économique en Côte d'Ivoire, principal pays de provenance de ces fonds, en contraste avec l'atonie de la croissance en Europe (Italie notamment). Les transferts de fonds reçus des migrants provenaient en 2013 pour 51,9% des autres pays de l'UEMOA, 14,0% de l'espace CEMAC et 18,3% de l'Europe. Pour ce qui concerne l'UEMOA, la Côte d'Ivoire concentre 71,1% des envois de fonds, suivie du Mali (12,2%) et du Niger (4,6%). Les envois de fonds des migrants du Burkina Faso en direction des pays de l'Union se sont accrus de 3,1% pour se situer à 46.541 millions. Les principales destinations sont le Mali (41,4%) et la Côte d'Ivoire (19,7%). En outre, la progression du revenu secondaire du secteur privé a été contenue par la contraction du solde excédentaire des transferts reçus par ce secteur au titre de la coopération internationale. En effet, les transferts courants dont les Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages (ISBLM) ont bénéficié dans le cadre de leurs activités de lutte contre la pauvreté, se sont établis à 13.692 millions en 2013 après une réalisation de 15.836 millions un an auparavant.

## II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les transferts en capital, ainsi que l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2013, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 238.412 millions en progression de 100.633 millions par rapport à 2012, soit +73,0%. Cette augmentation a été orientée par un afflux important de transferts de capital au profit des résidents burkinabè.

**Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2009 à 2013**  
(en millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-5	22	59	75	-216
Transferts de capital	132 909	98 873	91 011	137 704	238 628
Administration publique	86 970	51 174	73 100	111 609	205 200
- dont dons projets	86 924	51 128	73 100	111 609	205 200
Autres secteurs	45 939	47 699	17 911	26 095	33 428
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>132 904</b>	<b>98 895</b>	<b>91 070</b>	<b>137 779</b>	<b>238 412</b>

Source : BCEAO, DGTCP, DGCOOP

### 2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits se sont soldées à -216 millions en 2013, contre +75 millions une année auparavant. Ce déficit provient d'un niveau d'acquisition d'actifs non financiers non produits supérieur à celui des cessions.

## 2.2- Transferts de capital

En s'établissant à 238.628 millions en 2013, les transferts de capital ont crû de 100.924 millions, en relation principalement avec l'accroissement de ceux au profit de l'Administration publique.

Les transferts de capital de l'Administration publique, en s'établissant à 205.200 millions, ont enregistré une progression de 83,9%, après une hausse de 52,7% en 2012, dans un contexte économique marqué par la montée en régime des investissements dans le cadre de la SCADD et du Programme présidentiel 2011-2015. Les principaux partenaires techniques et financiers au titre des appuis projets ont été en 2013 les Etats-Unis d'Amérique dans le cadre du MCA (35,3%), l'Association Internationale de Développement de la Banque Mondiale (23,7%) et l'Union Européenne dans le cadre du FED (9,1%). Les projets financés par la Banque Mondiale ont notamment concerné l'aéroport international de Donsin et l'aménagement des périmètres agricoles dans le cadre du pôle de croissance de Bagré. Les financements du FED, quant à eux, ont été principalement orientés vers les infrastructures d'appui à la décentralisation et de santé.

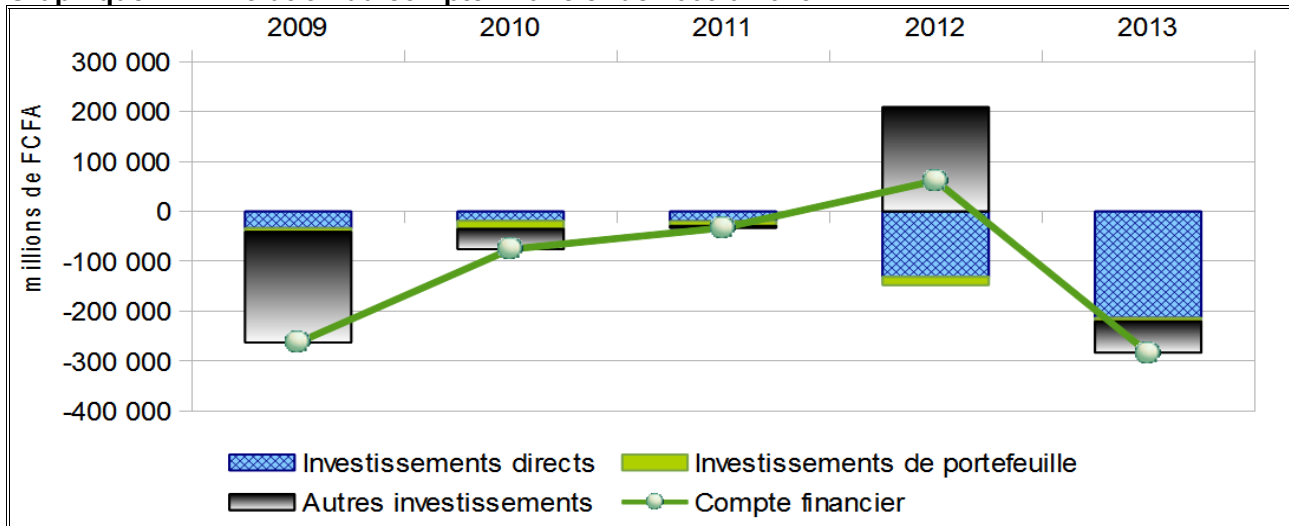
S'agissant des transferts de capital des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 7.333 millions en 2013, correspondant à une hausse de 28,1% sur un an.

## III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2013, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées de 282.935 millions, après des sorties 61.698 millions en 2012, soit une amélioration de 344.634 millions. Cette situation est due essentiellement à un afflux d'investissements directs au cours de l'année 2013.

**Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2009 à 2013**



Source : BCEAO

### 3.1- Investissements directs étrangers

En 2013, les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des entrées nettes de 213.412 millions, après des entrées nettes de 130.869 millions en 2012, soit une augmentation de 82.543 millions. Cette évolution est expliquée principalement par la progression des



accroissements nets de passifs des entreprises résidentes vis-à-vis des investisseurs directs, combinée à un repli des acquisitions nettes d'actifs équivalents. Ces entrées nettes de capitaux sont portées par les instruments de dette (54,3%), les titres de participation (36,3%) et les réinvestissements de bénéficiés (9,3%). Les principaux secteurs d'activité qui sont à l'origine des entrées nettes d'investissements directs sont les mines avec une contribution de 74,2%, l'intermédiation financière (21,5%) et les entreprises de commerce (2,6%).

Les passifs nets se sont accrus de 74.093 millions entre 2012 et 2013, sous l'effet de la progression des titres de participation (+52.514 millions), des bénéficiés réinvestis (+18.815 millions) et des instruments de dette (+2.764 millions). En revanche, les acquisitions nettes d'actifs financiers se sont soldées à 28.798 millions en 2013, en baisse de 7.031 millions par rapport à 2012. Cette orientation des actifs financiers nets a été imprimée principalement par les titres de participation.

### **3.2- Investissements de portefeuille**

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au cours de l'année 2013, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de 6.917 millions, à la suite de celles de 16.651 millions enregistrées une année plus tôt, soit une diminution de 9.734 millions. Ces entrées sont dues à celles issues des titres de créances, qui se situent à 17.950 millions, en ligne notamment avec l'acquisition de titres du Trésor public burkinabè par les autres résidents de l'Union. Ces opérations ont toutefois été compensées par les acquisitions nettes de titres de participation et parts de fonds de placement (+11.033 millions) effectuées par les résidents à l'étranger.

### **3.3- Dérivés financiers**

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique et par lequel des risques (de taux d'intérêt, de taux de change, sur actions ou sur le prix de produits de base, de crédit, etc.) peuvent être négociés en tant que tels sur les marchés.

Durant l'année 2013, aucune opération n'a été enregistrée au titre des dérivés financiers, comme en 2012.

### **3.4- Autres investissements**

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 62.607 millions, après des sorties nettes de 209.218 millions affichées en 2012. Cette évolution reflète l'augmentation des accroissements nets de passifs plus importante que celle des acquisitions nettes d'actifs financiers. Ces entrées nettes sont imputables à l'Administration publique et au secteur privé non bancaire.

L'Administration publique est à l'origine des entrées nettes de capitaux à hauteur de 35.516 millions en 2013 après des entrées nettes de 85.116 millions en 2012. Cette situation s'explique par l'accroissement de la dette publique de 34.445 millions en 2013, accentué par la baisse de la monnaie fiduciaire et des dépôts détenus par le Trésor (-1.070 millions). Le service de la dette publique extérieure s'est accru de 11,7% pour s'établir à 38.800 millions, correspondant à 0,6% du PIB et 3,5% des recettes budgétaires. Le stock de la dette extérieure publique a représenté 21,3% du PIB, après un niveau de 21,7% en 2012.

Les autres investissements du secteur privé se sont soldés par des entrées de capitaux de 27.091 millions, contre des sorties de capitaux de 294.334 millions en 2012. Cela est expliqué par les accroissements des emprunts et crédits commerciaux vis-à-vis de non résidents. Les sorties de capitaux au titre des monnaies fiduciaires et dépôts ont atténué les entrées de capitaux des autres

investissements. Les opérations de cette nature ont dégagé un solde de +18.826 millions représentatif de sorties nettes.

#### IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

##### 4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 184.111 millions en 2013 pour s'établir à 49.784 millions, après un repli de 41.442 en 2012. Ce recul des avoirs extérieurs nets de la BCEAO est porté par une baisse des avoirs extérieurs bruts (-41,5%) en partie compensée par celle des engagements extérieurs bruts (-9,9%). La baisse du niveau des avoirs extérieurs bruts est due à celle des avoirs extérieurs bruts détenus sur les autres pays de l'Union (-659.677 millions). En revanche, les avoirs extérieurs bruts détenus sur les autres pays du reste du monde se sont confortés de 449.939 millions, en phase avec l'accroissement des disponibilités<sup>11</sup> (+451.174 millions). Les crédits et prêts du FMI, opérés dans le cadre des programmes financiers, se sont tassés à 102.436 millions (-3,2%).

**Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale**  
(en millions de FCFA)

Poste	2012	2013
<b>AVOIRS</b>	<b>509 128</b>	<b>297 673</b>
Position de réserve au FMI	5 502	4 279
Droits de tirage spéciaux (DTS)	36 815	35 280
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	988	794
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	465 823	257 320
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>275 233</b>	<b>247 889</b>
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	105 847	102 436
Droits de tirage spéciaux (DTS)	44 037	42 204
Numéraires et dépôts détenus	125 349	103 249
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>233 895</b>	<b>49 784</b>
<b>Variations des Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-41 442</b>	<b>-184 111</b>

Source : BCEAO

##### 4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

<sup>11</sup> Numéraires et dépôts

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse des avoirs bruts qui passent de 648.282 millions à fin décembre 2012 à 736.624 millions à fin décembre 2013, soit une progression de 13,6% (+88.342 millions), contenue par un accroissement des engagements de 21,4% (+42.064 millions) à la même date. Ainsi, les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts ont progressé de 46.278 millions en 2013, qui fait suite à une hausse de 38.071 millions enregistrée en 2012.

**Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID**  
(en millions de FCFA)

Poste	2012	2013
<b>AVOIRS</b>	<b>648 282</b>	<b>736 624</b>
dont banques et correspondants	171 055	181 905
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>196 311</b>	<b>238 375</b>
dont banques et correspondants	90 744	171 186
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>451 971</b>	<b>498 249</b>
<b>Variations des Avoirs extérieurs nets</b>	<b>38 071</b>	<b>46 278</b>

Source : BCEAO

#### 4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Le besoin de financement dégagé sur les opérations courantes et de capital avec les non-résidents (426.152 millions) a été partiellement couvert par le solde des transactions financières (282.935 millions). Cette situation se traduit par un solde global de la balance des paiements déficitaire, dont le financement a été assuré par la baisse des AEN de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à -147.018 millions en 2013, après un solde de -3.371 millions un an auparavant.

## V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

### 5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Par opposition au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'avoirs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'avoirs et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2013, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 1.927.970 millions, contre -1.522.493 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 26,6% (-450.477 millions), consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers. En effet, les passifs ont enregistré une progression de 16,7%, passant de 5.904.053 millions à 6.889.622 millions entre 2012 et 2013. Cette hausse est en liaison avec l'accroissement des passifs des investissements directs (+25,4%) et des autres investissements (+21,1%). Sur la même période, le stock d'actifs financiers est ressorti à 4.961.653 millions, correspondant à un accroissement de 13,2%. Les avoirs de réserve se sont établis à 297.673 millions au 31 décembre 2013, après une réalisation de 509.128 millions à fin 2012, correspondant à une contraction de 41,5%.

## **5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette**

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie excédentaire à 45.163 millions au 31 décembre 2013, contre 275.337 millions à fin 2012. Celle des autres institutions de dépôts est passée de 299.236 millions à fin 2012 à 498.249 millions à fin 2013. S'agissant de l'Administration publique, elle a affiché une PEG nette déficitaire de 1.183.133 millions, en progression de 7,6% sur un an.

## **5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette**

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'Union est ressortie débitrice à 2.992.676 millions à fin décembre 2013. Elle s'est située à +990.466 millions et +74.240 millions, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

## CONCLUSION

L'année 2013 a été caractérisée par une légère décélération de la croissance mondiale, expliquée par le ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents et en développement. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré un repli de 15,5%. Le PIB est ressorti en hausse de 6,6% en termes réels, en baisse de 3,4 points de pourcentage par rapport à 2012. Cette situation est expliquée notamment par la chute de la croissance du secteur primaire, en raison d'une campagne agricole 2013/2014 moins satisfaisante. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde déficitaire de 147.018 millions au titre de l'année 2013, contre un déficit de 3.371 millions relevé en 2012.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante s'est accentué de 581.704 millions entre 2012 et 2013 pour se situer à 664.564 millions. En dépit de la progression de 12,8% des quantités produites, la valeur des exportations d'or a baissé de 29,1% en liaison avec le repli des cours mondiaux. Le déficit courant hors dons officiels est ressorti à 12,4%, après avoir respecté la norme communautaire maximale de 5,0% en 2011 et 2012. Le solde des services s'est dégradé de 12,7% à la suite de l'accroissement des charges du fret. Le compte du revenu primaire et celui du revenu secondaire se sont dégradés, en raison, d'une part de la hausse des paiements au titre des revenus des investissements et, d'autre part, du recul des appuis budgétaires reçus par l'Etat.

Le compte de capital est ressorti en excédent de 238.412 millions, en hausse de 73,0% par rapport à 2012. Cette amélioration est portée par la forte mobilisation des dons projets par l'Etat. En effet, le solde du transfert en capital de l'Administration publique a connu une évolution favorable de 83,9% sur un an.

En 2013, le solde des opérations financières s'est traduit par des entrées nettes de capitaux de 282.935 millions, contre des sorties de capitaux de 61.698 millions un an auparavant. Les entrées de capitaux dans le cadre des investissements directs, à hauteur de 213.412 millions, expliquent pour l'essentiel cette évolution. Les investissements de portefeuille et les autres investissements ont enregistré également des entrées de capitaux.

S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle est passée de -1.522.493 millions à fin 2012 à -1.927.970 millions au 31 décembre 2013, soit une détérioration de 26,6% (-405.478 millions). Le stock d'avoires de réserves, s'est établi à 297.673 millions au 31 décembre 2013, contre 509.128 millions un an plus tôt, correspondant à une contraction de 211.456 millions (-41,5%).

Afin de contenir le déficit des transactions courantes, les stratégies de politique économique ci-après devraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ de la poursuite de la diversification de la base de produits exportables pour réduire la dépendance à l'égard du secteur minier et soutenir notamment l'élargissement de la gamme exportable de produits agricoles de base ;
- ✓ du renforcement des actions d'amélioration de l'environnement des affaires, notamment dans les secteurs agricole et industriel, afin d'amplifier les entrées de capitaux étrangers, les investissements directs étant essentiellement orientés actuellement vers les secteurs minier, financier et des télécommunications ;
- ✓ de la prise en compte explicite, dans la dynamique de développement des pôles de croissance, de l'impact des différents secteurs ciblés sur les soldes de la balance des paiements, en vue de renforcer davantage le contenu local des activités directes et indirectes qu'ils génèrent ;
- ✓ de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur de l'épargne publique et privée pour soutenir les capacités d'investissement et l'offre financière locales et réduire à terme le creusement des comptes de services et de revenus.



# ANNEXES

## Sommaire des annexes

Annexe 1 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA.....	30
Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée).....	34
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO).....	35
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3.....	36
Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions .....	39
Annexe 6 : Compte de transactions courantes.....	40
Annexe 7 : Compte de biens et services.....	40
Annexe 8 : Compte de biens .....	40
Annexe 9 : Evolution des exportations de biens.....	41
Annexe 10 : Exportations par principaux produits.....	41
Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises.....	42
Annexe 12 : Evolution des importations de biens.....	43
Annexe 13 : Importations par principaux produits .....	43
Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013.....	43
Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	44
Annexe 16 : Evolution de la balance des services.....	45
Annexe 17 : Evolution du compte du revenu primaire.....	45
Annexe 18 : Evolution du compte du revenu secondaire.....	45
Annexe 19 : Evolution du compte de capital.....	45
Annexe 20 : Evolution du compte du compte financier.....	45
Annexe 21 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements.....	46
Annexe 22 : Variation de la position extérieure globale nette.....	46
Annexe 23 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2013.....	47
Annexe 24 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2013.....	48

## **Annexe 1 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA**

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

### **1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFORTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL**

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA est principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'oeuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

### **2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES**

#### **2.1 Déroulement des travaux**

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la



balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

## **2.2 Principaux changements opérés**

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

## **3. DESCRIPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF**

### **3.1. Nouveau champ des entités enquêtées**

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis compte suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les

non-résidents de l'Union, au nombre de neuf (9).

### 3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :
  - ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX<sup>12</sup>, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
  - ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro remplace la France, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;
  - ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
  - ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers (ECID) du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

### 3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassification de certaines transactions.

---

<sup>12</sup> Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-1.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

### **3.4. Application informatique**

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

**Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)**  
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	1 931 864	2 596 428	-664 564
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	1 560 648	2 348 884	-788 236
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	1 315 325	1 644 161	-328 836
1.A.a.1	Marchandises générales	487 531	1 644 161	-1 156 630
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	57 039	0	57 039
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 318	0	3 318
1.A.a.3	Or non monétaire	824 476	0	824 476
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	245 322	704 723	-459 401
1.A.b.3	Transport	30 065	329 766	-299 701
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	6 128	293 270	-287 142
1.A.b.4	Voyage	75 586	71 259	4 326
1.A.b.0	Autres services	139 672	303 698	-164 026
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	60 045	153 295	-93 250
1.B.1	Revenus des salariés	8 071	21 711	-13 639
1.B.2	Revenus des investissements	50 349	128 105	-77 756
1.B.3	Autres revenus primaires	1 625	3 480	-1 855
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	311 172	94 249	216 922
1.C.1	Administrations publiques	143 048	14 875	128 174
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	119 100		119 100
1.C.2	Autres secteurs	168 124	79 375	88 749
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	144 282	51 857	92 425
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	238 856	445	238 412
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	86	302	-216
2.2	Transfert en capital	238 770	143	238 628
2.2.1	Administrations publiques	205 200	0	205 200
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 570	143	33 428
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	589 023	1 018 975	-429 952
3.1	Investissements directs	28 798	242 210	-213 412
3.2	Investissements de portefeuille	5 429	12 347	-6 917
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	764 533	764 418	115
3.5	Avoirs de réserves	-209 738	0	-209 738
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-1 581 698	-1 577 898	-3 800

Source : BCEAO

### Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	1 931 864	2 596 428	-664 564
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	1 560 648	2 348 884	-788 236
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	1 315 325	1 644 161	-328 836
1.A.a.1	Marchandises générales	487 531	1 644 161	-1 156 630
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	57 039	0	57 039
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 318	0	3 318
1.A.a.3	Or non monétaire	824 476	0	824 476
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	245 322	704 723	-459 401
1.A.b.3	Transport	30 065	329 766	-299 701
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	6 128	293 270	-287 142
1.A.b.4	Voyage	75 586	71 259	4 326
1.A.b.0	Autres services	139 672	303 698	-164 026
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	60 045	153 295	-93 250
1.B.1	Revenus des salariés	8 071	21 711	-13 639
1.B.2	Revenus des investissements	50 349	128 105	-77 756
1.B.3	Autres revenus primaires	1 625	3 480	-1 855
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	311 172	94 249	216 922
1.C.1	Administrations publiques	143 048	14 875	128 174
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	119 100	0	119 100
1.C.2	Autres secteurs	168 124	79 375	88 749
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	144 282	51 857	92 425
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	238 856	445	238 412
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	86	302	-216
2.2	Transfert en capital	238 770	143	238 628
2.2.1	Administrations publiques	205 200	0	205 200
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	33 570	143	33 428
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	710 418	993 353	-282 935
3.1	Investissements directs	28 798	242 210	-213 412
3.2	Investissements de portefeuille	5 429	12 347	-6 917
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	676 191	738 796	-62 605
3.4.0.3	Administration publique	-1 070	34 446	-35 516
3.4.0.4	Autres secteurs	677 261	704 351	-27 090
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-1 581 698	-1 577 898	-3 800
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	-121 396	25 622	-147 018
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	121 396	-25 622	147 018
8.1	Banque centrale	209 738	16 442	193 296
8.2	Autres institutions de dépôts	-88 342	-42 064	-46 278

Source : BCEAO

**Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3**  
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>1 931 864</b>	<b>2 596 428</b>	<b>-664 564</b>
1.A	- - Biens et services	1 560 648	2 348 884	-788 236
1.A.a	- - - - Biens	1 315 325	1 644 161	-328 836
1.A.a.1	- - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	487 531	1 644 161	-1 156 630
1.A.a.1.1	- - - - - - Dont : Réexportations	57 039	0	57 039
1.A.a.2	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3 318	0	3 318
1.A.a.2.1	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-748	0	-748
1.A.a.2.2	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	4 066	0	4 066
1.A.a.3	- - - - - Or non monétaire	824 476	0	824 476
1.A.b	- - - - Services	245 322	704 723	-459 401
1.A.b.1	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	109	2 324	-2 215
1.A.b.2	- - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	528	13 981	-13 453
1.A.b.3	- - - - - Transport	30 065	329 766	-299 701
1.A.b.3.0.2	- - - - - - Fret	6 128	293 270	-287 142
1.A.b.4	- - - - - Voyages	75 586	71 259	4 326
1.A.b.5	- - - - - Travaux de construction	32 405	39 824	-7 419
1.A.b.6	- - - - - Services d'assurance et de retraite	2 422	69 200	-66 778
1.A.b.7	- - - - - Services financiers	43 092	53 414	-10 322
1.A.b.8	- - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	394	149	245
1.A.b.9	- - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	36 306	47 107	-10 801
1.A.b.10	- - - - - Autres services aux entreprises	5 413	68 119	-62 706
1.A.b.11	- - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	100	-100
1.A.b.12	- - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	19 002	9 479	9 523
1.B	- - Revenu primaire	60 045	153 295	-93 250
1.B.1	- - - - Rémunération des salariés	8 071	21 711	-13 639
1.B.2	- - - - Revenus des investissements	50 349	128 105	-77 756
1.B.2.1	- - - - - Investissements directs	10 048	87 991	-77 943
1.B.2.1.1	- - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	8 647	59 430	-50 783
1.B.2.1.2	- - - - - - Intérêts	1 401	28 561	-27 160
1.B.2.2	- - - - - Investissements de portefeuille	19 502	8 703	10 799
1.B.2.2.1	- - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de p	650	5 916	-5 266
1.B.2.2.2	- - - - - - Intérêts	18 852	2 787	16 065
1.B.2.3	- - - - - Autres investissements	20 799	31 410	-10 611
1.B.2.3.1	- - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	- - - - - - Intérêts	20 799	31 410	-10 611
1.B.2.4	- - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	- - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	- - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3	- - - - Autre revenu primaire	1 625	3 480	-1 855
1.C	- - Revenu secondaire	311 172	94 249	216 922
1.C.1	- - - - Administrations publiques	143 048	14 875	128 174
1.C.1.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	15 297	0	15 297
1.C.1.2	- - - - - Cotisations sociales	0	174	-174
1.C.1.3	- - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	- - - - - Coopération internationale courante	127 367	14 700	112 667
1.C.1.5	- - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	384	0	384
1.C.1.5.1	- - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	- - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	168 124	79 375	88 749
1.C.2.1	- - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	144 282	51 857	92 425
1.C.2.1.1	- - - - - - Envois de fonds des travailleurs	144 282	51 857	92 425
1.C.2.2	- - - - - Autres transferts courants	23 842	27 518	-3 676
1.C.2.0.1	- - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.2.0.2	- - - - - - Cotisations sociales	47	152	-104
1.C.2.0.3	- - - - - - Prestations sociales	3 249	107	3 142
1.C.2.0.4	- - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0	283	-283
1.C.2.0.5	- - - - - - Indemnités d'assurance dommage	0	0	0
1.C.2.0.6	- - - - - - Coopération internationale courante	13 692	0	13 692
1.C.2.0.7	- - - - - - Transferts courants divers	6 854	26 976	-20 122
1.C.2.0.7.1	- - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	- - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
<b>2.</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>238 856</b>	<b>445</b>	<b>238 412</b>
2.1	- - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	86	302	-216
2.2	- - Transferts de capital	238 770	143	238 628
2.2.1	- - - - Administration publique	205 200	0	205 200
2.2.1.1	- - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	- - - - - Autres transferts de capital	205 200	0	205 200
2.2.2	- - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 570	143	33 428
2.2.2.1	- - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	- - - - - Autres transferts de capital	33 570	143	33 428
<b>4.</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>2 170 720</b>	<b>2 596 873</b>	<b>-426 152</b>

## Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3. Compte financier		589 023	1 018 975	-429 952
5. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)		589 023	1 018 975	-429 952
3.1	- - - Investissement direct	28 798	242 210	-213 412
3.1.1	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	34 163	131 611	-97 448
3.1.1.1	- - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	26 949	104 485	-77 535
3.1.1.1.1	- - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	12 194	41 761	-29 567
3.1.1.1.2	- - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement)	3 825	3 974	-149
3.1.1.1.3	- - - - - - Entre entreprises soeurs	10 930	58 750	-47 820
3.1.1.2	- - - - - Réinvestissement des bénéfices	7 214	27 126	-19 912
3.1.2	- - - - Instruments de dette	-5 366	110 599	-115 965
3.1.2.1	- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-1 966	118 027	-119 993
3.1.2.2	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement)	1 286	2 542	-1 256
3.1.2.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	-4 686	-9 970	5 284
3.2	- - - Investissements de portefeuille	5 429	12 347	-6 917
3.2.1	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-84 628	-95 661	11 033
3.2.1.1	- - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	- - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	- - - - - Autres secteurs	-84 628	-95 661	11 033
3.2.1.4.1	- - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-84 628	-95 661	11 033
3.2.2	- - - - Titres de créance	90 057	108 008	-17 950
3.2.2.1	- - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	- - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	- - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.3	- - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4	- - - - - Autres secteurs	90 057	108 008	-17 950
3.2.2.4.0.1	- - - - - - - À court terme	90 102	108 008	-17 906
3.2.2.4.0.2	- - - - - - - À long terme	-45	0	-45
3.2.2.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	90 057	108 008	-17 950
3.2.2.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	90 102	108 008	-17 906
3.2.2.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	-45	0	-45
3.3	- - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	- - - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	- - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	450	-450
3.3.0.1.1	- - - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	- - - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	- - - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	- - - Autres investissements	764 533	764 418	115
3.4.1	- - - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	106 098	19 964	86 134
3.4.2.1	- - - - - Banque centrale	0	-22 100	22 100
3.4.2.1.1	- - - - - - À court terme	0	-22 100	22 100
3.4.2.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	- - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	- - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	88 342	42 064	46 278
3.4.2.2.0.1	- - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	- - - - - - À court terme	88 342	42 064	46 278
3.4.2.2.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	- - - - - Administrations publiques	-1 070	0	-1 070
3.4.2.3.1	- - - - - - À court terme	-1 070	0	-1 070
3.4.2.3.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	- - - - - Autres secteurs	18 826	0	18 826
3.4.2.4.0.1	- - - - - - - À court terme	18 881	0	18 881
3.4.2.4.0.2	- - - - - - - À long terme	-55	0	-55
3.4.2.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	18 826	0	18 826
3.4.2.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	18 881	0	18 881
3.4.2.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	-55	0	-55

## Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	. - - - - Prêts	-328	49 567	-49 895
3.4.3.1	. - - - - Banque centrale	0	1 036	-1 036
3.4.3.1.1	. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	1 036	-1 036
3.4.3.1.2	. - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	. - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	. - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	. - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	. - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.3.2.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.3.2.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.3.3	. - - - - Administrations publiques	0	34 446	-34 446
3.4.3.3.1	. - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	. - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	. - - - - Autres à long terme	0	34 446	-34 446
3.4.3.4	. - - - - Autres secteurs	-328	14 085	-14 413
3.4.3.4.0.1	. - - - - À court terme	-11 987	11 014	-23 001
3.4.3.4.0.2	. - - - - À long terme	11 659	3 071	8 588
3.4.3.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-328	14 085	-14 413
3.4.3.4.2.1	. - - - - À court terme	-11 987	11 014	-23 001
3.4.3.4.2.2	. - - - - À long terme	11 659	3 071	8 588
3.4.4	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	557	32	525
3.4.4.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	. - - - - Autres secteurs	557	32	525
3.4.4.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	557	32	525
3.4.4.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	. - - - - Crédits commerciaux et avances	320 531	558 942	-238 411
3.4.5.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4	. - - - - Autres secteurs	320 531	558 942	-238 411
3.4.5.4.0.1	. - - - - À court terme	322 491	558 942	-236 451
3.4.5.4.0.2	. - - - - À long terme	-1 960	0	-1 960
3.4.5.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	320 531	558 942	-238 411
3.4.5.4.2.1	. - - - - À court terme	322 491	558 942	-236 451
3.4.5.4.2.2	. - - - - À long terme	-1 960	0	-1 960
3.4.6	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	337 675	135 914	201 761
3.4.6.1	. - - - - Banque centrale	0	4 622	-4 622
3.4.6.1.1	. - - - - À court terme	0	4 622	-4 622
3.4.6.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.6.2.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.2.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	. - - - - Autres secteurs	337 675	131 292	206 383
3.4.6.4.0.1	. - - - - À court terme	337 675	131 292	206 383
3.4.6.4.0.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	337 675	131 292	206 383
3.4.6.4.2.1	. - - - - À court terme	337 675	131 292	206 383
3.4.6.4.2.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.4.7	. - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	. - - - - Avoirs de réserve	-209 738	0	-209 738
3.5.1	. - - - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	. - - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	. - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	. - - - - Droits de tirage spéciaux	-3	0	-3
3.5.3	. - - - - Position de réserve au FMI	-1 037	0	-1 037
3.5.4	. - - - - Autres avoirs de réserve	-208 697	0	-208 697
3.5.4.1	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-208 697	0	-208 697
3.5.4.1.1	. - - - - Créances sur les autorités monétaires	-194	0	-194
3.5.4.1.2	. - - - - Créances sur d'autres entités	-208 503	0	-208 503
3.5.4.2	. - - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	. - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	. - - - - À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	. - - - - À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	. - - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	. - - - - Autres créances	0	0	0
6.	Erreurs et omissions nettes	-1 581 698	-1 577 898	-3 800



**Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions**  
(En millions de FCFA)

	Poste	2009	2010	2011	2012	2013
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	-179 449	-89 867	-75 585	-82 860	-664 564
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	-419 677	-330 659	-328 903	-299 082	-788 236
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	-227 055	-65 584	14 173	108 482	-328 836
1.A.a.1	Marchandises générales	-406 895	-580 587	-840 431	-1 056 536	-1 156 630
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>		0	12 469	35 988	57 039
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	3 047	2 437	2 863	3 318
1.A.a.3	Or non monétaire	179 840	511 956	852 167	1 162 155	824 476
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	-192 622	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401
1.A.b.3	Transport	-126 026	-156 079	-202 175	-240 500	-299 701
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-115 534	-147 985	-193 136	-226 795	-287 142
1.A.b.4	Voyage	1 119	1 685	1 648	3 732	4 326
1.A.b.0	Autres services	-67 715	-110 681	-142 549	-170 796	-164 026
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	-2 592	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250
1.B.1	Revenus des salariés	-2 169	-1 375	-1 499	-15 365	-13 639
1.B.2	Revenus des investissements	-423	-1 831	-2 219	-23 691	-77 756
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0	0	-1 855
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	242 820	243 998	257 036	255 278	216 922
1.C.1	Administrations publiques	180 312	179 745	191 183	179 531	128 174
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires reçues</i>	146 504	147 812	180 570	165 892	119 100
1.C.2	Autres secteurs	62 508	64 253	65 853	75 747	88 749
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus</i>	39 666	52 369	96 420	99 294	144 282
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	132 904	98 895	91 070	137 779	238 412
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-5	22	59	75	-216
2.2	Transfert en capital	132 909	98 873	91 011	137 704	238 628
2.2.1	Administrations publiques	86 970	51 174	73 100	111 609	205 200
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	45 939	47 699	17 911	26 095	33 428
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	-262 581	-75 453	-32 911	61 698	-282 935
3.1	Investissements directs	-33 562	-18 895	-19 544	-130 869	-213 412
3.2	Investissements de portefeuille	-7 607	-15 845	-9 670	-16 651	-6 917
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-221 412	-40 713	-3 697	209 218	-62 605
3.4.0.3	Administration publique	-110 741	-150 946	-111 124	-85 116	-35 516
3.4.0.4	Autres secteurs	-110 671	110 233	107 427	294 334	-27 090
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	8 652	1 512	-4 274	3 408	-3 800
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	224 688	85 993	44 122	-3 371	-147 018
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	-224 688	-85 993	-44 122	3 371	147 018
8.1	Banque centrale	-104 565	80 244	22 760	41 442	193 296
8.2	Autres institutions de dépôts	-120 123	-166 237	-66 882	-38 071	-46 278

Source : BCEAO

**Annexe 6 : Compte de transactions courantes***(En millions de FCFA)*

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-419 677	-330 853	-328 903	-299 082	-788 236
Biens	-227 055	-65 778	14 173	108 482	-328 836
Services	-192 622	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401
Revenus primaires	-2 592	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250
Revenus secondaires	242 820	243 998	257 036	255 278	216 922
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-179 449</b>	<b>-90 061</b>	<b>-75 585</b>	<b>-82 860</b>	<b>-664 564</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons) (%)</b>	<b>-9,2</b>	<b>-6,5</b>	<b>-6,9</b>	<b>-6,3</b>	<b>-14,7</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons officiels) (%)</b>	<b>-8,2</b>	<b>-5,3</b>	<b>-5,0</b>	<b>-4,5</b>	<b>-12,4</b>
<b>PIB Nominal</b>	<b>3 941 885</b>	<b>4 453 867</b>	<b>5 075 185</b>	<b>5 923 674</b>	<b>6 325 337</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>-4,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>-10,5</b>

Source : BCEAO

**Annexe 7 : Compte de biens et services***(En millions de FCFA)*

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens et services	497 221	935 625	1 328 100	1 679 153	1 530 648
Importations de biens et services	916 898	1 266 284	1 657 003	1 978 235	2 318 884
<b>Balance commerciale de biens et services</b>	<b>-419 677</b>	<b>-330 659</b>	<b>-328 903</b>	<b>-299 082</b>	<b>-788 236</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>54,2</b>	<b>73,9</b>	<b>80,2</b>	<b>84,9</b>	<b>66,4</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>17,9</b>	<b>24,7</b>	<b>29,4</b>	<b>33,4</b>	<b>30,9</b>

Source : BCEAO

**Annexe 8 : Compte de biens***(En millions de FCFA)*

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens	425 047	787 974	1 131 982	1 464 326	1 315 325
Importations de biens	652 102	853 558	1 117 809	1 355 844	1 644 161
<b>Balance commerciale de biens</b>	<b>-227 055</b>	<b>-65 584</b>	<b>14 173</b>	<b>108 482</b>	<b>-328 836</b>
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>65,2</b>	<b>92,3</b>	<b>101,3</b>	<b>108,0</b>	<b>80,0</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>13,7</b>	<b>18,4</b>	<b>22,2</b>	<b>23,8</b>	<b>23,4</b>

Source : BCEAO

### Annexe 9 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	245 207	272 971	277 378	299 308	487 531
<i>Dont réexportations</i>			12 469	35 988	57 039
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	2 852	2 437	2 863	3 318
Or non monétaire	179 840	511 956	852 167	1 162 155	824 476
<b>Total exportations de biens</b>	<b>425 047</b>	<b>787 779</b>	<b>1 131 982</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 315 325</b>

Source : BCEAO

### Annexe 10 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Or non monétaire	179 840	511 957	852 167	1 162 155	824 476
Coton en masse	96 803	113 454	130 092	167 154	215 286
Graines de sésame	28 379	27 728	26 799	14 897	79 629
Fruits et légumes	5 466	11 128	35 584	24 364	28 000
Amande de karité	3 031	3 820	10 450	16 730	25 736
<b>Total exportations de biens</b>	<b>425 047</b>	<b>787 779</b>	<b>1 131 982</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 315 325</b>

Source : BCEAO

## Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EUROPE</b>	269 185	467 266	858 531	804 543	746 169
<b>UNION EUROPEENNE</b>	84 136	63 638	89 540	76 596	61 915
<b>ZONE EURO</b>					
France	48 997	18 179	30 457	33 506	31 326
Allemagne	3 721	1 933	1 944	1 910	3 731
Italie	7 558	1 340	2 214	790	1 280
Royaume-Uni	13 086	19 824	10 181	17 653	4 294
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>					
Suisse	169 182	403 948	762 124	716 784	683 170
<b>AFRIQUE</b>	93 711	159 016	204 494	211 115	221 154
<b>UEMOA</b>	<b>66 874</b>	<b>55 430</b>	<b>65 098</b>	<b>63 914</b>	<b>97 042</b>
Bénin	6 204	4 425	5 372	3 599	2 993
Côte d'Ivoire	13 552	12 190	16 752	19 149	21 582
Guinée-Bissau	1	6	185	0	24
Mali	31 809	20 031	24 342	27 143	47 896
Niger	12 970	13 777	11 882	7 327	13 605
Sénégal	1 287	1 614	2 840	3 510	4 207
Togo	1 050	3 387	3 726	3 186	6 733
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>22 783</b>	<b>21 108</b>	<b>25 738</b>	<b>25 015</b>	<b>29 165</b>
Nigeria	249	676	403	613	612
Ghana	12 601	17 781	23 483	20 659	25 080
Guinée Conakry	7 253	2 005	1 406	555	749
<b>AMERIQUE</b>	<b>24 857</b>	<b>5 826</b>	<b>7 052</b>	<b>18 999</b>	<b>5 202</b>
USA	19 318	1 955	4 141	15 586	2 151
Canada	4 708	3 754	2 804	3 395	2 930
<b>ASIE</b>	<b>35 943</b>	<b>41 397</b>	<b>58 218</b>	<b>112 686</b>	<b>246 930</b>
Singapour	14 455	31 011	43 977	54 849	67 245
Chine	9 848	1 759	2 172	34 413	67 440
Japon	6 729	463	1 140	964	27 780
Inde	1 921	691	4 410	3 778	3 196
<b>Autres pays</b>	<b>1 351</b>	<b>114 275</b>	<b>3 687</b>	<b>316 985</b>	<b>95 870</b>
<b>TOTAL</b>	<b>425 047</b>	<b>787 779</b>	<b>1 131 982</b>	<b>1 464 326</b>	<b>1 315 325</b>

Source : BCEAO, INSD

## Annexe 12 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	652 102	853 558	1 117 809	1 355 844	1 644 161
Or non monétaire	0	0	0	0	0
<b>Total importations de biens</b>	<b>652 102</b>	<b>853 558</b>	<b>1 117 809</b>	<b>1 355 844</b>	<b>1 644 161</b>
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>16,5</b>	<b>19,2</b>	<b>22,0</b>	<b>22,9</b>	<b>26,0</b>

Source : BCEAO

## Annexe 13 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Biens d'équipement	263 946	274 920	316 812	490 925	570 467
Produits énergétiques	251 253	223 062	321 022	472 390	554 585
Matières premières	136 208	161 657	183 146	263 108	295 918
Produits alimentaires	115 899	118 004	145 706	184 457	213 232
Produits chimiques	90 256	89 979	123 617	141 561	209 974
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>1 046 049</b>	<b>1 120 850</b>	<b>1 296 487</b>	<b>1 823 994</b>	<b>2 156 397</b>
<b>Total importations de biens FOB (après ajustement)</b>	<b>652 771</b>	<b>854 232</b>	<b>1 117 809</b>	<b>1 355 844</b>	<b>1 644 161</b>

Source : BCEAO

## Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013

(En millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 829,6	70 053,6	<b>215 288,0</b>
	Burkina	2 993,2	0,0	21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	<b>97 041,8</b>
	Côte d'Ivoire	38 329,2	329 435,1	0,0	221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	<b>740 421,2</b>
	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2	0,0	6 275,7	0,0	3 653,3	14 473,2	<b>27 300,4</b>
	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2	0,0	9 667,8	38 910,0	12 890,5	<b>197 824,6</b>
	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3	0,0	801,1	8 115,1	<b>124 349,0</b>
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	352 456,4	8 308,2	0,0	20 244,5	<b>523 575,9</b>
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8	0,0	<b>359 876,2</b>
	UEMOA	<b>245 053,6</b>	<b>559 773,5</b>	<b>189 207,2</b>	<b>47 639,1</b>	<b>709 724,8</b>	<b>177 523,9</b>	<b>144 458,4</b>	<b>212 296,8</b>	<b>2 285 677,1</b>

Source : BCEAO

## Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EUROPE</b>	342 796	372 147	464 415	644 486	768 872
<b>UNION EUROPEENNE</b>	280 730	292 053	421 341	572 815	572 815
France	105 795	103 132	146 521	152 841	184 717
Allemagne	30 827	38 770	53 800	61 498	77 256
Italie	9 723	10 698	16 120	26 639	29 689
Pays-Bas	40 830	41 563	56 004	54 744	184 553
Belgique	27 737	21 812	23 088	33 712	61 931
Royaume-Uni	16 281	34 462	55 292	144 891	76 426
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	21 586	48 533	53 796	53 797	53 797
Suisse	4 496	3 435	2 280	10 905	4 384
<b>AFRIQUE</b>	431 235	463 798	392 961	509 385	731 242
<b>UEMOA</b>	337 147	359 149	245 086	342 180	559 773
Bénin	6 449	4 675	17 075	5 006	4 315
Côte d'Ivoire	247 083	247 636	135 298	151 476	329 435
Guinée-Bissau	27	0	0	0	0
Mali	17 245	20 676	24 244	52 952	42 299
Niger	1 347	5 002	2 430	7 896	55 695
Sénégal	12 555	25 877	20 819	37 752	33 378
Togo	52 441	55 285	45 220	87 098	94 651
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	40 043	43 140	87 207	87 993	91 795
Nigeria	12 717	15 355	55 029	37 710	12 644
Ghana	25 319	26 990	31 918	49 874	64 162
Guinée Conakry	10	571	140	272	213
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	54 045	61 510	60 669	64 779	64 779
<b>AMERIQUE</b>	78 732	98 609	108 170	226 462	214 714
USA	57 021	43 526	63 363	127 072	133 734
Canada	5 285	22 822	16 294	22 849	51 915
<b>ASIE</b>	192 561	179 617	301 877	398 468	437 168
Chine	100 758	101 568	117 427	161 604	209 570
Japon	31 266	30 525	41 578	52 194	60 448
Inde	38 069	27 245	44 366	62 841	100 794
Pakistan	5 254	7 159	8 435	996	4 674
Emirats arabes unis	2 987	3 071	2 349	5 269	8 831
Thaïlande	14 130	9 348	19 773	20 551	19 764
<b>Autres pays</b>	725	6 679	29 065	45 191	4 400
<b>TOTAL</b>	1 046 049	1 120 850	1 296 487	1 823 994	2 156 397

Source : BCEAO, INSD

### Annexe 16 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-126 026	-156 079	-202 175	-240 500	-299 701
<i>Dont fret</i>	-115 534	-147 985	-193 136	-226 795	-287 142
Voyage	1 119	1 685	1 648	3 732	4 326
<b>Autres services</b>	-67 715	-110 681	-142 549	-170 796	-164 026
<b>Total services nets</b>	-192 622	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401

Source : BCEAO

### Annexe 17 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	-2 169	-1 375	-1 499	-15 365	-13 639
Revenus des investissements	-423	-1 831	-2 219	-23 691	-77 756
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-8 749	-10 203	-12 388	-12 992	-12 820
Autres revenus primaires	0	0	0	0	-1 855
<b>Revenu primaire net</b>	-2 592	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250

Source : BCEAO

### Annexe 18 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	180 312	179 745	191 183	179 531	128 174
<i>Dont aide budgétaire reçue</i>	146 504	147 812	180 570	165 892	119 100
Autres secteurs	62 508	64 253	65 853	75 747	88 749
<i>Dont envois de fonds des travailleurs reçus</i>	39 666	52 369	96 420	99 294	114 282
<b>Revenu secondaire net</b>	242 820	243 998	257 036	255 278	216 922

Source : BCEAO

### Annexe 19 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	-5	22	59	75	-216
Transferts de capital	132 909	98 873	91 011	137 704	238 628
Administration publique	86 970	51 174	73 100	111 609	205 200
<i>Dont remises de dettes</i>	86 924	51 128	73 100	111 609	205 200
Autres secteurs	45 939	47 699	17 911	26 095	33 428
<b>Solde du compte de capital</b>	132 904	98 895	91 070	137 779	238 412

Source : BCEAO

### Annexe 20 : Evolution du compte du compte financier<sup>13</sup>

(En millions de FCFA)

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-33 562	-18 895	-19 544	-130 869	-213 412
Investissements de portefeuille	-7 607	-15 845	-9 670	-16 651	-6 917
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-221 412	-40 713	-3 697	209 218	-62 605
<b>Solde du compte du compte financier</b>	-262 581	-75 453	-32 911	61 698	-282 935

Source : BCEAO

13 Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

**Annexe 21 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements**  
(En millions de FCFA)

Poste	2012	2013
<b>AVOIRS</b>		
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 165 116	1 041 375
Effets en recouvrement et à l'encaissement	-7 706	-7 083
<b>Total avoirs en balance des paiements</b>	<b>1 157 410</b>	<b>1 034 292</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>		
Statistiques monétaires (données FISEC)	486 265	506 478
Comptes exigibles après encaissement	-14 722	-15 593
Autres flux	0	4 559
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>471 543</b>	<b>495 444</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>685 866</b>	<b>538 849</b>
<b>VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>-3 371</b>	<b>-147 018</b>

Source : BCEAO

**Annexe 22 : Variation de la position extérieure globale nette**

(En millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	4 381 561	-1 719	4 961 653	581 811
1	Investissements directs	588 628	1	610 212	21 584
2	Investissements de portefeuille	1 065 338	0	1 070 768	5 429
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	2 218 467	-2	2 983 000	764 535
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	675 468	0	781 566	106 098
4.3	Prêts	2 346	0	2 018	-328
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	4 173	0	4 730	557
4.5	Crédits commerciaux	754 428	0	1 074 959	320 531
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	782 052	-2	1 119 727	337 677
5	Avoirs de réserves	509 128	-1 718	297 673	-209 738
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	36 815	-1 532	35 280	-3
5.3	Position de réserve au FMI	5 502	-186	4 279	-1 037
5.4	Autres avoirs de réserve	466 811	0	258 114	-208 697
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	5 904 053	-6 282	6 889 622	991 851
1	Investissements directs	845 850	0	1 060 934	215 084
2	Investissements de portefeuille	1 470 710	0	1 483 057	12 347
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 587 494	-6 282	4 345 632	764 420
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	321 660	0	341 624	19 964
4.3	Prêts	1 972 742	-4 448	2 017 862	49 567
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 491	0	2 523	32
4.5	Crédits commerciaux	706 841	0	1 265 783	558 942
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	539 723	-2	675 637	135 916
4.7	Droits de tirage spéciaux	44 037	-1 833	42 204	0
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-1 522 493</b>	<b>4 563</b>	<b>-1 927 970</b>	<b>-410 040</b>

Source : BCEAO



### Annexe 23 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2013

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	297 673	736 624	8 236	3 919 120	0	3 919 120	4 961 653
1	Investissements directs				610 212		610 212	610 212
2	Investissements de portefeuille				1 070 768	0	1 070 768	1 070 768
3	Dérivés financiers				0	0	0	0
4	Autres investissements		736 624	8 236	2 238 140		2 238 140	2 983 000
5	Avoirs de réserves	297 673	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	297 673
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	35 280	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	35 280
5.3	Position de réserve au FMI	4 279	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	4 279
5.4	Autres avoirs de réserve	258 114	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	258 114
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	252 510	238 375	1 191 369	5 207 368	0	5 207 368	6 889 622
1	Investissements directs				1 060 934		1 060 934	1 060 934
2	Investissements de portefeuille			0	1 483 057	0	1 483 057	1 483 057
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	252 510	238 375	1 191 369	2 663 378	0	2 663 378	4 345 632
	<b>Position extérieure globale nette</b>	45 163	498 249	-1 183 133	-1 288 248	0	-1 288 248	-1 927 970

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

**Annexe 24 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2013**
*(En millions de FCFA)*

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	1 022 856	1 503 886	2 434 911	4 961 653
1	Investissements directs	160 087	302 706	147 419	610 212
2	Investissements de portefeuille	530 900	247 505	292 362	1 070 768
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	659 263	953 674	1 370 062	2 983 000
5	Avoirs de réserves	-327 395		625 068	297 673
5.1	Or monétaire	0		0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		35 280	35 280
5.3	Position de réserve au FMI	0		4 279	4 279
5.4	Autres avoirs de réserve	-327 395		585 509	258 114
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	4 015 532	513 419	2 360 671	6 889 622
1	Investissements directs	182 188	72 875	805 871	1 060 934
2	Investissements de portefeuille	648 500	248 616	585 941	1 483 057
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 184 845	191 928	968 859	4 345 632
	<b>Position extérieure globale nette</b>	-2 992 676	990 466	74 240	-1 927 970

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)